



La Presse

cyberpresse.ca

Bernie Ecclestone

Zoom sur les films de l'été

Cahier Arts+Spectacles, pages C1 à C3

Le top 50 de la F1

Grand Prix > Grand Format page F1



MONTRÉAL | VENDREDI 7 JUIN 2002 | LE PLUS GRAND QUOTIDIEN FRANÇAIS D'AMÉRIQUE | 118^e ANNÉE > NO 224 > 76 PAGES > 6 CAHIERS | 65 ¢ TAXES EN SUS | EST ET NORD-OUEST DU QUÉBEC > HULL-OTTAWA > 70¢



MARTIN VAILLÈRES
LA PRESSE À WASHINGTON

Bush propose de créer un grand ministère de la Sécurité

Alors que les Américains découvrent chaque jour les failles des services d'enquête et du renseignement incapables de prévenir les attentats du 11 septembre, le président George W. Bush leur a dit, lors d'un discours télévisé hier soir, que Washington avait désormais besoin d'un superministère de la Sécurité intérieure pour les protéger.

« L'Amérique mène le monde civilisé dans une lutte titanesque contre la terreur. Je demande au Congrès de m'appuyer pour créer un ministère permanent avec une mission urgente et déterminante: sécuriser la patrie et protéger le peuple américain », a dit le président, lors d'un discours de 11 minutes hier soir pour faire le point sur la « guerre au terrorisme. »

Tel que présenté, le superministère de la Sécurité intérieure vise à regrouper et à mieux coordonner des activités qui sont éparpillées dans une vingtaine d'agences et de ministères, eux-mêmes supervisés par des dizaines de commissions du Congrès.

Il comprendrait notamment tous les services de sécurité frontalière, incluant les Douanes, l'Immigration et la Garde côtière.

Voir BUSH en A2

cyberpresse.ca Tout sur les présumés défaillances des services de renseignement: www.cyberpresse.ca/risques

LES BLEUS FACE À L'ÉLIMINATION



L'équipe de France a fait des malheureux et des malheureuses hier à Busan en annulant 0-0 contre l'Uruguay, ce qui place les champions du monde à un pas de l'élimination. Notre envoyé spécial au Mondial à Séoul, Marc Cassivi, a assisté au match et se dit déçu du travail de Roger Lemerre, sélectionneur français. À lire en page F14.

DE RETOUR AUX COMMUNES

Le ministre limogé se met en campagne

JOËL-DENIS BELLAVANCE

OTTAWA – L'ex-ministre des Finances Paul Martin a donné le coup d'envoi hier soir à sa campagne visant à convaincre les militants libéraux de se débarrasser de Jean Chrétien comme chef du Parti libéral en confirmant qu'il sillonnera le pays au cours des prochaines semaines afin d'expliquer sa vision de l'avenir.

Congédié de manière peu élégante par le premier ministre Chrétien, dimanche, M. Martin a fait sa première apparition publique aux Communes en quatre jours afin de participer à une série de votes sur des crédits budgétaires décollant du dernier budget qu'il a déposé en décembre.

M. Martin était attendu par une meute de journalistes et les députés libéraux qui l'appuient dans la lutte qui l'oppose à M. Chrétien. L'ex-ministre des Finances a fait son entrée quelques minutes seulement après que le premier ministre eut franchi la porte menant aux Communes et il a reçu un accueil chaleureux.

« Je suis très fier d'être un député, un parlementaire. On a énormément à faire. J'ai certainement l'intention d'exercer le rôle de député dans toutes mes capacités. J'ai aussi l'intention de voyager à travers le pays et d'aborder les sujets qui sont d'ordre national et qui m'intéressent. J'ai l'intention de consulter largement les Canadiens et les Canadiennes », a déclaré M. Martin.

« J'ai l'intention d'exprimer mes points de vue sur les grandes questions du jour qui touchent le pays », a ajouté M. Martin, qui est devenu simple député de LaSalle-Émard depuis dimanche.

Même si M. Martin est sorti de son mutisme hier soir, il a de nouveau soigneusement esquivé les questions touchant l'état de l'organisation de sa campagne.

Voir CAMPAGNE en A2

cyberpresse.ca Tout sur la crise provoquée par le départ forcé de Paul Martin: www.cyberpresse.ca/succession

Juan, Rubens, Olivier et les autres...

Juan Pablo Montoya, c'est tout ce que vous pouvez détester de la Formule 1. Et un de ses plus indispensables espoirs. C'est cette arrogance au fond de ces yeux très noirs. Et cette pugnacité, cette absence de doute, cette conviction d'être le meilleur, sans lesquelles on ne devient pas champion dans un sport aussi dangereux. Hier, en conférence de presse, on lui a demandé comment se comparent la formule américaine Cart, où il a été champion en 1999, et la Formule 1, à laquelle il a accédé l'an dernier. La réponse: « C'est bien mieux en Formule 1 pour le pilote, vous pouvez vous promener dans le paddock. Quand j'étais en Cart, je ne pouvais même pas me rendre à mon motorhome, parce qu'il y avait 50 personnes devant! C'était bien pour les fans, mais très difficile pour le pilote.



YVES BOISVERT AU GRAND PRIX

La Formule 1, c'est bien mieux, parce qu'on peut trainer dans le paddock. »

Autrement dit, plus il est loin du spectateur, cet emmerdeur, mieux il se porte. « Ça ne me surprend pas du tout, il a toujours trouvé qu'on obtenait les autographes trop facilement, en

Cart », dit un vétéran journaliste américain. Montoya, c'est donc le prototype du pilote « pas parlable ». Mais ils ne le sont pas tous. Vrai, ils ne sont pas terriblement accessibles au public — quels sportifs professionnels le sont? Mais faux, aussi, parce que plusieurs d'entre eux sont parfaitement courtois, voire sympathiques. Eh! oui, sympathiques, il y en a!

Voir BOISVERT en A2

AUJOUR'HUI DANS LA PRESSE

Arts et spectacles	C1-C18	Loteries	A2, A8
- télévision	C6	Monde	A8, A9
Bandes dessinées	C16	Mots croisés	C16, F16
Bridge	E6	Mot mystère	C16
Décès	E7	Petites annonces	C17
Éditorial	A10	- immobilier	C17, E4
Étes-vous		- marchandises	E4
observateur?	C17	- emploi	E4, E5
Feuilleton	C16	- automobile	E5, E6
Forum	A11	- affaires	D2
Horoscope	E6	Politique	A5, A6

La Presse Affaires
D1-D12
MÉTÉO Voir C18
Généralement ensoleillé
Maximum 21 > minimum 10



L'art de planter les clous dans son propre cercueil

BÉZIERS — Le député socialiste sortant de Béziers, Alain Barrau, n'est peut-être pas une grande vedette de la politique française, ni une carte de mode — il a un format de rugbyman qui le rapprocherait plutôt d'Alfonso Gagliano —, mais il ne manque ni d'entrain ni de courage. D'abord, de l'entrain, il en faut, car dans cette élection difficile où il risque d'être éliminé dès le premier tour (il faut 12,5 % des inscrits, soit environ 18 % des voix exprimées, pour se maintenir au second), Alain Barrau n'a pas réussi à empêcher une candidature du Parti communiste, ce qui le place dans une situation d'avance très périlleuse. Et le leader local des verts le dénonce comme un « homme usé ». On aurait voulu laisser en tête-à-tête la droite et



LOUIS-BERNARD ROBITAILLE collaboration spéciale LA PRESSE À PARIS

l'extrême droite au second tour qu'on n'aurait pas fait autrement: à Béziers, tout se passe comme si la gauche s'amusait à planter les clous dans son propre cercueil.

Quant au courage, il faut en avoir dans une ville comme Béziers, marquée par l'insécurité et un vote à près de 30 % en faveur

> En prévision des élections législatives françaises, dont le premier tour aura lieu dimanche, notre correspondant a visité plusieurs régions du pays. Nous présentons aujourd'hui le deuxième d'une série de trois reportages. Aussi à lire en page A4: De solides raisons de mécontentement à Béziers.

de Le Pen le 26 avril dernier, pour tenir, le 27 mai, la grande assemblée publique de la campagne avec en vedette un certain ancien président du Conseil constitutionnel, le sénateur Robert Badinter.

Grande figure de la gauche, Robert Badinter a surtout été en 1981, en tant que ministre de la Justice

de Mitterrand, le principal artisan de l'abolition de la peine de mort. Ce qui lui a toujours valu d'être une personnalité à la fois respectée de certains et plutôt très impopulaire.

Même si les partisans de la peine de mort sont un peu moins nombreux ces jours-ci en France, disons que dans les milieux populaires, et en particulier dans une ville aussi dure que Béziers, ce n'est pas le meilleur argument de vente électoral. « Un thème qui n'est pas très porteur », ironise un journaliste local. L'ancien grand ténor du Barrau, Badinter a beau être un excellent orateur, il est également trop patricien pour avoir été jamais populaire.

Voir CERCUEIL en A4

VISITEZ À COMPTER DU 1^{er} JUIN 2002
LA MAISON DE RÊVE LES AILES DE LA MODE
Située au 11, Duchâtel, dans le projet Candiac sur le Golf. Visites les lundi, jeudi et vendredi de 14 h à 20 h et les samedi et dimanche de midi à 17 h.

GRÂCE À LA FONDATION LES AILES DE LA MODE
Tirage au profit des enfants handicapés et/ou défavorisés. La personne gagnante reçoit la Maison de Rêve, totalement meublée et décorée avec en prime, aucune taxe, ni frais de chauffage, d'électricité, de téléphone, de satellite et Internet pendant 5 ans.
Consultez notre site Internet www.visitenet.com/maisondereve et participez au tirage hebdomadaire.
Au total, 16 prix à gagner! Incluant une Passat W8 et une Jetta Familiale, gracieusement de VW

712 Gaz Métropolitain SICO BRAULT & MARTINEAU CANDIAC La Presse BOISERIES RAYMOND PlanImage Weyerhaeuser

1 > DEMAIN DANS LA PRESSE



Chanter sous le soleil de minuit

Rock Demers rêvait de pouvoir compter une comédie musicale parmi ses Contes pour tous, depuis des lustres. C'est chose faite avec *Réginal*, l'histoire fantaisiste d'une fillette de 11 ans qui découvre qu'elle peut faire faire ce qu'elle veut aux gens quand elle chante. Il y a quelques mois, *La Presse* assistait, en Islande, aux premiers pas de ce film qui a pris l'affiche hier.

À lire demain dans le cahier *Cinéma*

2 > AUJOURD'HUI SUR CYBERPRESSE



> Suivez les essais libres du Grand Prix du Canada cyberpresse.ca/course

> Tous les résultats du Mondial de soccer en direct cyberpresse.ca/mondial

> La clôture du Sommet de Montréal cyberpresse.ca/montreal

3 > À VENIR CETTE SEMAINE



STÉPHANIE MORIN

> David Coulthard

Portrait du pilote écossais, récent vainqueur de Monaco, demain dans le cahier Grand Prix.



PHILIPPE RENAUD

> L'obsession du King

Vingt-cinq ans après sa mort, la masse de fans d'Elvis s'éteint. Demain dans le cahier *Actuel*.



CHANTAL GUY

> L'Homme de la Mancha

Demain, l'équipe des *Parapluies de Cherbourg* fait renaître le père de Don Quichotte.

POUR NOUS JOINDRE

La Presse / cyberpresse.ca, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (OC) H2Y 1K9



	TÉLÉPHONE	TÉLÉCOPIEUR	COURRIEL	HEURES D'OUVERTURE
RÉDACTION		(514) 285-6808	redaction@lapresse.ca commentaires@lapresse.ca	Lundi au vendredi: 8 h 15 à minuit Sam: 10 h à minuit Dim: 10 h à minuit
Actuel	(514) 285-7070	(514) 285-6808	actuel@lapresse.ca	
Arts et Spectacles		(514) 285-4814	arts@lapresse.ca	
Économie		(514) 285-4809	economie@lapresse.ca	
Montréal Plus		(514) 285-6808	montrealplus@lapresse.ca	
Sports		(514) 350-4854	sports@lapresse.ca	
Éditorial, Forum	(514) 285-7027	(514) 285-4816	forum@lapresse.ca	Lundi au vendredi: 9 h à 17 h
CYBERPRESSE	(514) 285-7070	(514) 285-7123	commentaires@cyberpresse.ca	Lundi au vendredi: 6 h à 2 h Samedi et dimanche: 7 h à 2 h
ABONNEMENT	(514) 285-6911 / 1-800-361-7453	(514) 285-7039	abonnement@lapresse.ca	Lundi au vendredi: 6 h 30 à 17 h 30 Sam: 7 h à midi / Dim: 7 h à 11 h
PETITES ANNONCES	(514) 987-8363 / 1-866-987-8363	(514) 848-6287	petitesannonces@lapresse.ca	Lundi au vendredi: 8 h 00 à 17 h 30
PAGES ANNIVERSAIRES / ARCHIVES PHOTO	(514) 285-7364	(514) 285-6988	archives@lapresse.ca	Lundi au vendredi: 9 h à 17 h
PUBLICITÉ				
Décès et remerciements	(514) 285-6816	(514) 350-4875	deces@lapresse.ca	Lundi au jeudi: 8 h 30 à 21 h Vendredi: 8 h 30 à 20 h 30 Samedi et dimanche: 14 h à 18 h
Carrières et professions	(514) 285-7320	(514) 499-2053	carrieres@lapresse.ca	Lundi au vendredi: 8 h 30 à 17 h 30
National et voilà!	(514) 285-7306	(514) 845-8129	-	Lundi au vendredi: 8 h 30 à 17 h 30
Vente au détail	(514) 285-6931	(514) 845-5830	-	Lundi au vendredi: 8 h 30 à 17 h 30

Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de La Presse et celles des services de la Presse Associée et de Reuters. Tous droits de reproduction des informations particulières à La Presse sont également réservés. Envois de publication canadienne Contrat de vente numéro 0531650 Port de retour garanti. (USPS003692) Champlain N.Y. 12919-1518

LOTÉRIES

LA QUOTIDIENNE > À trois chiffres: 8-7-8 > À quatre chiffres: 3-5-9-9

SUITES DE LA UNE

CAMPAGNE

Suite de la page A1

« J'aime énormément la Chambre des communes. Je suis très content d'être ici ce soir avec mes collègues du caucus libéral pour appuyer un projet de loi qui est très important et d'appuyer mon successeur John Manley, qui est responsable du projet de loi », a dit M. Martin.

M. Chrétien n'a pas répondu aux questions des journalistes hier.

Les partisans de M. Martin étaient tout sourire de voir leur poulain remettre les pieds à la Chambre des communes. Le député Joe Volpe a soutenu qu'il était tenté de couvrir le plancher de pétales de rose afin de souligner dignement l'arrivée de celui qu'il voudrait voir diriger le parti avant les prochaines élections.

Le président du caucus, Stan Keyes, qui est aussi un pro-Martin, a déclaré que l'ex-ministre a démontré qu'il avait l'étoffe d'un chef d'État cette semaine en demeurant à l'écart des échanges musclés entre M. Chrétien et les députés.

« Il a cru bon de laisser tomber la poussière avant revenir voter pour un important projet de loi. C'est un homme qui a vraiment de la classe », a dit M. Keyes à *La Presse*.

Le député ontarien Steve Mahoney, qui appuie M. Chrétien dans la bataille qui commence, s'est aussi dit heureux de revoir son collègue qui est redevenu simple député. « C'est un homme merveilleux. Je l'aime bien », a-t-il dit.

Même s'il a été démis de ses fonctions, M. Martin a pu conserver un siège dans la rangée d'avant aux Communes. L'ex-ministre s'assoit à neuf sièges à gauche du premier ministre Chrétien.

Dans les heures qui ont suivi son congédiement, M. Martin a invité ses partisans au cabinet, au caucus et au sein du parti à ne pas faire de coup d'éclat qui pourrait déstabiliser davantage le gouvernement libéral.

Mais les nombreux députés qui l'appuient ont profité de la réunion hebdomadaire du caucus mercredi afin de se vider le cœur et

d'exiger des explications du premier ministre au sujet des événements qui ont conduit à l'expulsion de M. Martin du cabinet.

Durant cette réunion houleuse, M. Chrétien a clairement fait savoir à ceux qui réclament son départ qu'ils peuvent continuer à faire campagne pour le remplacer par M. Martin, mais que ce geste aurait des conséquences. Il a ainsi fait savoir qu'il pourrait refuser de signer leur bulletin de candidature, les écartant ainsi des prochaines élections.

M. Chrétien doit soumettre son leadership à un vote de confiance obligatoire des militants lors du prochain congrès du parti qui aura lieu à Ottawa en février.

Le premier ministre a laissé entendre cette semaine que ce vote se transformera sans doute en une course à la direction du parti étant donné que les partisans de l'ex-ministre des Finances comptent tout faire pour que M. Chrétien obtienne un score mitigé qui le forcerait à démissionner.

Mais M. Chrétien a rappelé aux journalistes qu'il avait remporté la course à la direction du parti en 1990 au premier tour en obtenant 58 % des voix et qu'il serait satisfait d'obtenir un vote semblable en février.

Hier, des sources libérales ont indiqué que le décompte du vote de confiance auquel M. Chrétien doit se soumettre sera vraisemblablement assuré par des experts indépendants afin de certifier les résultats.

Le président du Parti libéral, Stephen LeDrew, a indiqué que les résultats doivent être à l'abri de toute contestation. « Je ne veux pas que quelqu'un dise que le vote n'a pas été mené correctement et honnêtement », a-t-il déclaré.

Le conseil national du parti, qui est largement composé de partisans de M. Martin, doit se réunir en fin de semaine afin de fixer les règles entourant le choix des délégués qui participeront à ce congrès crucial pour l'avenir de M. Chrétien et de son éternel rival.

BUSH

Suite de la page A1

Ce dossier est l'un des plus importants des relations entre le Canada et les États-Unis depuis le 11 septembre.

Le projet du président Bush s'annonce d'une ampleur administrative inégalée à Washington depuis la vaste réorganisation en 1947 des activités militaires d'après-guerre au sein d'un même ministère de la Défense.

« La guerre au terrorisme passera par une guerre aux chasses gardées bureaucratiques », a dit hier soir un membre du Congrès.

Ce futur ministère de la Sécurité intérieure serait le deuxième plus gros de tout le gouvernement après

celui de la Défense. Les estimations fournies hier par la Maison-Blanche font état de 170 000 employés et d'un budget annuel de l'ordre de 38 milliards US.

Pour diriger un tel ministère, toutes les rumeurs à Washington convergeaient hier vers Tom Ridge, ex-gouverneur républicain de la Pennsylvanie auquel le président Bush a déjà confié le « Bureau de la sécurité intérieure », créé à la Maison-Blanche peu après le 11 septembre.

Pour Ottawa, la confirmation de Tom Ridge comme ministre de la Sécurité intérieure serait plutôt favorable, ont avancé des officiels à l'ambassade du Canada à Washing-

ton ainsi qu'au cabinet fédéral, à Ottawa.

M. Ridge aurait développé une « excellente relation » au cours des derniers mois avec le principal responsable de la sécurité au gouvernement Chrétien, le vice-premier ministre John Manley, qui est aussi ministre des Finances depuis dimanche dernier.

« En élevant le dossier de la sécurité à un niveau ministériel, l'administration Bush imiterait ce que nous avons fait depuis le début à Ottawa. Ça pourrait mener à des relations encore meilleures », selon un officiel canadien à Washington.

D'autre part, au bureau du M. Manley à Ottawa, on affirme que

« le dossier de la sécurité demeure très important pour le vice-premier ministre, même s'il doit encore réorganiser ses activités avec l'obtention du portefeuille des Finances ».

Le discours du président Bush, annoncé à quelques heures d'avis seulement, a été vu par certains comme une manœuvre politique pour éviter que les critiques publiques contre des agences fédérales comme le FBI et la CIA n'égratignent davantage la Maison-Blanche.

Surtout que, jusqu'à tout récemment, l'administration Bush refusait les demandes répétées de membres du Congrès en faveur de la création d'un ministère de la Sé-

curité intérieure, la jugeant prématurée et craignant de céder trop de pouvoirs de l'exécutif à l'examen des législateurs.

De plus, le discours du président Bush est survenu hier alors qu'une commission sénatoriale entendait les témoignages très médiatisés du directeur du FBI, Robert Mueller, et de l'agent Coleen Rowley, considérée comme une héroïne au Congrès depuis la divulgation il y a deux semaines d'une longue lettre qu'elle a envoyée au directeur Mueller, à la mi-avril. Cette lettre dénonçait le blocage d'enquêtes et de perquisitions de présumés terroristes avant le 11 septembre par le quartier général du FBI de Washington.

BOISVERT

Suite de la page A1

Au fait, je ne suis pas convaincu du tout, tout compte fait, que ce côté « inaccessible » nuise le moins à l'image de la Formule 1. Au contraire, j'ai parfois le sentiment qu'on entretient savamment la chose. Pour lui conférer une touche de mystère, de rareté et d'exclusivité qui rend chaque apparition de ces demi-dieux plus précieuse.

Montoya, au fait, est clairement l'un des plus populaires malgré sa réputation — il joue d'ailleurs ouvertement avec ce côté mauvais coucheur. On voit en lui, un peu partout, la solution de rechange à Michael Schumacher. Celui qui, entre tous, paraît capable d'audaces. Et qui a la voiture pour cela.

L'arrogance? Qui saura jamais qu'hier, en conférence de presse, David Coulthard a souligné pour esquisser une question sur la popularité de la F1 que le journaliste qui la posait n'avait pas l'accréditation permanente — la rouge, celle qui vous identifie comme un membre de la Famille. C'était seulement un gag, a-t-il dit...

Non, vraiment, il n'est pas du tout certain que les susceptibilités froissées de certains journalistes nuisent réellement à la Formule 1.

Car un des génies de ce petit théâtre roulant qu'est la Formule 1 est d'avoir distribué les rôles suivant un savant équilibre des nationalités et des personnalités. Ils viennent du Brésil, de Colombie, d'Allemagne, du Canada, d'Irlande, d'Écosse et d'Angleterre, de Finlande, du Japon, de France, d'Italie, d'Espagne, d'Australie et

même, quel heureux hasard, de Malaisie, où l'on vient (1999) d'implanter un GP. En fait, presque un pilote par marché local où se tient un GP.

Et dans cette distribution, le hasard des choses humaines a fourni à peu près toutes les personnalités. Tous sont archi-entourés et contrôlés par des relationnistes, des commanditaires, des agents, des dirigeants d'équipe et le reste. Mais pour un Montoya, il y a quelques Jarno Trulli parfaitement affables.

Ou un Giancarlo Fisichella, à qui l'on demande d'expliquer ses succès à Montréal (quatre podiums). « Je l'ignore totalement, j'ai été chanceux! »

Vers 16 h, Rubens Barrichello, pilote numéro deux de Ferrari, était disponible pour deux journalistes montréalais. L'an dernier encore, il traînait une mine défaite et se plaignait sans arrêt. Le voici qui flotte. « J'ai compris que mes problèmes ne sont rien à côté de ceux de la plupart des gens. Alors, j'ai décidé d'arrêter de brailler. Et puis, soyons francs, quand j'ai une mauvaise course, je rentre le soir et mon fils de huit mois est là qui me sourit... » Alors, l'Autriche, ce qu'on dit sur Ferrari, ça ne semble pas l'atteindre.

Personne ne pense qu'il sera champion du monde — avec la Ferrari, il a terminé troisième l'an dernier et n'est présentement que cinquième. Mais vu la faible concentration de sourires au mètre carré dans le paddock, et vu qu'il fait augmenter la moyenne, on lui souhaite bonne chance.

Comme à Olivier Panis, chou-chou de la presse québécoise. Il doit y avoir un truc pour le faire enrager, mais on le connaît pas. Il n'a pas terminé une course cette année. Ça ne l'énerve pas. Lui aussi vient d'avoir un enfant, son troisième. Il n'habite pas dans un paradis fiscal, comme la plupart de ses collègues, mais près de Grenoble. Et ces jours-ci, il paraît songer davantage à la vasectomie qu'à la promesse d'un nouveau moteur Honda. Malgré tout, dans les sept premières courses, il s'est qualifié devant son coéquipier trois fois.

Jacques Villeneuve? S'il ennuie, vous le savez, c'est parce que saison après saison, la voiture est la même, la chanson aussi. Mais lui-même demeure une des fortes personnalités du paddock. Quand il luttait pour les premiers rangs, ça animait diablement. Maintenant, Schumacher ne se donne même plus la peine de lui répondre.

N'empêche. À la conférence de presse de mardi, son agent, Craig Pollock, affirmait tout haut que son client n'avait rien perdu de sa valeur sur le marché de la commande, malgré quatre années de misère. À l'autre bout de la salle, un journaliste venait de demander à Villeneuve s'il pensait que sa valeur avait été « endommagée » au fil des mauvais résultats. « Évidemment! » a répondu Villeneuve. Cette façon de n'être pu tout à fait « relations-publiquement correct » le distingue encore.

Comment sont les pilotes? Ils sont... au nombre de 22.

VACHERON CONSTANTIN
Manufacture Horlogère. Genève, depuis 1755.

Royal Eagle Steel Chronographe

Métiers d'Art

CHÂTEAU D'IVOIRE
Depuis 1978

2020 rue de la Montagne, Montréal • (514) 845-4651

ACTUALITÉS

SPÉCIAL
Départs le 20 juin
Rome • Tunis
Le 22 juin
Lisbonne • Madrid
599\$
Consultez votre agent de voyages
ou tél. à Canada Air Charter
3058956
(514) 858-6300 ou 1 800 667-8569

La guerre des motards serait terminée, faute de combattants

La police estime avoir porté le coup fatal avec sa razzia de mercredi

MARCEL LAROCHE

En mettant hors combat les principaux dirigeants des Bandidos, les ennemis jurés des Hells Angels, les spécialistes du crime organisé de la police de Montréal estiment maintenant que la guerre des motards au Québec est terminée, la presque totalité des combattants des deux gangs étant sous les verrous.

Cette perspective des enquêteurs montréalais découle directement de la razzia effectuée tôt mercredi matin dans plusieurs municipalités du Québec et de l'Ontario, et au cours de laquelle la plupart des membres actifs des Bandidos et de leurs sympathisants ont été épinglés par la police.

En plus d'arrêter Alain Brunette, le chef national des Bandidos, à son domicile de Kingston, en Ontario, les policiers ont aussi appréhendé Serge Cyr, Jean Diquaire, André Désormeaux et Patrick Héneault, des membres influents de cette organisation criminelle.

Faisant référence aux résultats éclatants de l'opération qui a conduit au démantèlement de l'organisation des Bandidos, l'inspecteur Serge Frenette, responsable de la Division du crime organisé à la police de Montréal, a indiqué hier que le succès revenait aussi aux autres corps policiers, SQ, GRC, Laval et la police provinciale de l'Ontario, qui ont participé à ce grand balayage.

Une enquête amorcée à la suite de plusieurs crimes

L'officier de direction du SPVM a précisé que l'enquête avait été amorcée en douce, à l'automne 2000, à la suite de plusieurs crimes graves imputables aux Bandidos,

dont le meurtre du Hells Angels Nomads Normand Hamel, grand argentier et homme de confiance de Maurice Boucher, abattu dans le terrain de stationnement d'une clinique médicale du boulevard Saint-Martin, à Laval, et une fusillade survenue en pleine heure de pointe dans une bretelle de l'autoroute, dans l'arrondissement Saint-Laurent, à Montréal.

Dans le but de freiner cette escalade de la violence entre gangs de motards, ponctuée par une série de 30 incendies criminels dans des bars et brasseries du centre-sud de Montréal, la police a mis en place le projet « Arrêt » avec comme cible principale le gang des Bandidos.

Profitant du fait que les Hells Angels étaient partiellement en déroute à la suite de l'opération Printemps 2001, les Bandidos et leur club école les Killerbeez faisaient de l'intimidation dans différents bars du centre-sud de la métropole en se targuant d'être « le nouveau gouvernement » dans le but de contrôler le trafic de stupéfiants.

« On a vite découvert que les Hells Angels et les Bandidos avaient des équipes de tueurs en patrouille continue sur le territoire montréalais », de raconter l'inspecteur Frenette.

Écoute électronique, infiltration...

Au fil des mois, les policiers ont utilisé toutes les méthodes d'enquête mises à leur disposition (écoute électronique, infiltration et agents source) pour traquer les Bandidos et tous leurs sympathisants.

C'est finalement aux petites heures mercredi matin que plus de 200 policiers ont appréhendé 25 membres en règle des Bandidos, ainsi que la plupart de leurs associés et supporteurs.

Parmi les 52 suspects arrêtés lors de cette razzia figurent 47 hommes



Photo ROBERT NADON, La Presse

Plusieurs objets appartenant aux Bandidos, des armes à feu, des munitions, des bijoux et photos ainsi que sept caisses de chandails et vestes à l'effigie du gang, ont été saisis par la police.

et cinq femmes qui ont tous comparu, hier, au palais de justice de Montréal, pour répondre de 153

chefs d'accusations, dont 11 pour complots de meurtres, 45 pour gangstérisme et trafic de stupé-

fiant (héroïne, ecstasy, cocaïne, haschisch) et même de quelques milliers de capsules de viagra !

En plus de l'accusation de gangstérisme, les Bandidos André Désormeaux et Patrick Héneault ont aussi été inculpés de la tentative de meurtre dont a été victime Steven Bertrand, un Hells Angels atteint par balle alors qu'il était attablé avec deux femmes dans un restaurant sushi de la rue Bernard, le 19 mars dernier.

D'autre part, Stéphanie Locas, 22 ans, employée d'un mandataire de la Société d'assurance automobile du Québec (SAAQ) et lié aux Bandidos, a été accusée d'avoir fourni des informations nominatives aux motards. Valérie Moutiers, une brigadière scolaire de 37 ans travaillant pour le SPVM, et dont la mère, Claudie Karnaukh-Moutiers, 75 ans, a aussi été appréhendée par la police, a été accusée de possession de 197 kilos de haschisch saisis à son domicile de Montréal.

« Jusqu'à présent, on a démembré les structures de la bande des Bandidos, les anciens Rock Machine qui étaient en guerre avec les Hells Angels depuis 1994. On pense que la disparition des Bandidos marque la fin de la guerre et ramènera le sentiment de sécurité des citoyens de Montréal qui voyaient leur ville comme un champ de bataille », a dit le commandant Michel Gagné, de la Division du crime organisé de la police de Montréal.

Enfin, au moins six individus, dont Normand Whissel, 47 ans, président du chapitre des Bandidos de Montréal, Jean-Claude Bélanger, 36 ans, leader du gang à Québec, ainsi que Luigi Rapposo, 34 ans, de Toronto, sont toujours activement recherchés par la police.

cyberpresse.ca Notre dossier sur les opérations policières et les procès dans le monde des motards à www.cyberpresse.ca/motards

311 millions pour le métro

Les systèmes de communication et de ventilation seront remplacés

DENIS LESSARD

QUÉBEC — Le gouvernement Landry annoncera, d'ici l'été, un investissement de 311 millions de dollars en cinq ans pour le renouvellement des équipements fixes du métro de Montréal. Dans les 26 stations du métro d'origine, on changera les systèmes de communication et de ventilation devenus désuets.

Selon les informations obtenues par *La Presse*, Québec prendra la moitié de la facture, environ 150 millions après qu'Ottawa ait décidé d'en financer le tiers, 100 millions à partir du programme d'infrastructure cofinancé avec les provinces et les municipalités.

La Société de transport en commun de Montréal se chargera du reste de la note, une soixantaine de millions. Il y a quelques jours déjà le ministre des Transports, Serge Ménard, avait indiqué qu'une annonce d'investissement majeur pour le métro était imminente. Le gouvernement Landry avait un argument de poids pour convaincre Ottawa de participer au financement. Le fédéral vient d'injecter 67 millions dans le métro de Toronto.

On changera aussi le système de gestion informatique du trafic dans le métro montréalais, les ordinateurs actuellement utilisés remontent à 1988. On en profitera pour mettre aux rebuts l'immense panneau de surveillance des rames de métro à partir d'ampoules électriques, une technologie dépassée depuis longtemps.

Récemment, le ministre Ménard soulignait avoir passé beaucoup de temps sur ce dossier, reconnaissant la désuétude des équipements installés dès l'ouverture du métro, en 1966.

Paralysé pour la vie, un homme poursuit Desjardins

Claude Mailhot dénonce la politique des caisses en cas de hold-up

KARIM BENESSAIEH

PARALYSÉ DEPUIS qu'un voleur lui a tiré dessus dans une caisse Desjardins il y a quatre ans, Claude Mailhot part en croisade. Il veut forcer le Mouvement à changer une politique qu'il juge « insensée », et qui est d'ailleurs contraire aux consignes de la police et de l'industrie bancaire.

La consigne est simple et inébranlable : dans les quelque 100 caisses équipées de vitres pare-balles, les employés doivent se mettre à l'abri et refuser d'obtempérer aux demandes des braqueurs. Même s'ils menacent d'abattre des clients pris en otage. C'est ce qui est arrivé à Claude Mailhot à la succursale Saint-Simon-Apôtre à Ahuntsic, le 17 avril 1998.

« Quand je suis entré dans la caisse, ce jour-là, il n'y avait pas de pancarte « À vos risques et périls », raconte avec ironie M. Mailhot. Si j'en avais vu une, j'aurais mes deux jambes aujourd'hui et je ne serais pas aux prises avec des douleurs épouvantables. »

Après avoir tiré sur M. Mailhot, le voleur a menacé d'abattre une autre cliente si on ne lui remettait pas l'argent. Même refus obstiné des employés. Le braqueur a finalement décampé : il s'agissait de Michael Fidanoglou, arrêté un an plus tard et dont le prononcé de la sentence a été remis hier.

Claude Mailhot poursuit en outre Desjardins pour six millions, estimant que c'est la coopérative qui a agi « criminellement » en imposant cette politique. Il soutient avoir reçu une offre insultante de Desjardins : pour toute compensation, on lui a proposé... un éventuel prêt hypothécaire à taux alléchant. « Je n'ai même pas demandé quel était ce taux. J'ai exigé une rencontre avec Alban D'Amours, président et chef de la direction : j'attends toujours une réponse. »

Ne pas jouer au héros

La croisade que M. Mailhot a lancée hier, en convoquant les médias au palais de justice de



Photo RÉMI LEMÉE, La Presse

Claude Mailhot est paralysé depuis qu'un voleur lui a tiré dessus dans une caisse Desjardins il y a quatre ans.

Montréal, il l'explique par son désir d'éviter que cette politique ne fasse d'autres victimes. « Ça fait quelques mois seulement que je ne fais plus de cauchemars : je pense à Desjardins à la place. Il faut que les gens sachent. Moi, ma vie a été scrapée pour une poignée de dollars, il ne faut plus qu'il y ait d'autres innocentes victimes. »

Le porte-parole du Mouvement des caisses Desjardins, André Chapleau, estime que le cas de M. Mailhot est « malheureux mais fortuit et unique de mémoire d'homme ». Il n'a pas voulu commenter ce dossier outre mesure étant donné que des poursuites judiciaires ont été entamées.

M. Chapleau défend cependant la politique de refus d'obtempérer aux braqueurs en estimant qu'elle a fait ses preuves. Et, non, il n'est pas question de la changer puisque, selon le porte-parole, ces normes sont celles « adoptées par l'industrie ».

Faux, selon l'Association des banquiers canadiens, qui représente les banques du Canada ainsi que plus de 235 000 personnes à leur emploi. Sans critiquer précisément la politique de Desjardins, la porte-parole Lise Provost a résumé la consigne en cas de hold-up : « On remet l'argent au voleur : ce n'est pas le temps de mettre des vies en danger pour de l'argent. »

Ces règles, précise-t-elle, sont les mêmes qu'il y ait ou non une vitre pare-balles. « On dit de rester calme, de ne pas bouger, tant pour les clients que pour les employés. Il ne faut pas jouer au héros, ne pas intervenir et tenter d'observer pour pouvoir donner de l'information aux policiers. »

Même son de cloche du côté de la police de Montréal. En 2001, on a relevé 207 attaques dans les institutions financières et maisons de change de Montréal, selon le bilan annuel du SPVM. « Nos gens conseillent de donner l'argent, de ne pas mettre la vie des gens en péril pour quelques dollars », dit l'agent Luc Belhumeur.

Ces règles, précise le porte-parole de Desjardins, sont respectées dans l'écrasante majorité des caisses qui ne sont pas équipées de vitres pare-balles. Même ces dernières — une centaine sur 1600 — sont en voie de disparition : on a de plus en plus recours aux distributeurs d'argent automatiques, qui ne peuvent être forcés. Quant à la décision de remettre ou non l'argent au voleur, M. Chapleau précise que « chaque cas est particulier ».

CERCUEIL

Suite de la page A1

« Vous savez, je n'ai jamais mis mon drapeau dans ma poche », dit Alain Barrau, alors que nous déjeunons, à l'abri du soleil tout de même, à une terrasse de la belle place de la Madeleine, sur les hauteurs de Béziers. « J'ai toujours tenu un discours de gauche. »

M. Barrau aurait de quoi être morose ou inquiet.

Petit-fils d'ouvrier agricole de la région plus tard « monté » à Paris, Alain Barrau, 55 ans, a entrepris une carrière d'universitaire avant de retrouver ses racines « biterroises » au début des années 1980 pour le compte du PS. Élu député en 1986, réélu en 1988, il délogeait la droite de la mairie de Béziers en 1989. Il était alors l'homme fort de la ville. Victime de la débâcle socialiste de 1993 aux législatives, il est battu par le dynamique et ambitieux Raymond Couderc. Et, comme Béziers est de ces villes à problème qui jouent à la chaise musicale avec leurs élus, le député Couderc déloge à son tour Barrau de la mairie en mars 1995. Avant d'être battu aux législatives par Barrau en juin 1997, mais à la faveur d'une triangulaire au second tour. Ce qui n'empêchera pas Raymond Couderc d'être brillamment réélu à la mairie, avec plus de 50 % dès le premier tour, en mars 2001, et de confirmer ses prétentions au titre d'homme fort de la ville.

Sur le papier, Alain Barrau a cette année la chance d'être le seul vrai poids-lourd aux législatives. Raymond Couderc, qui appartient au parti Démocratie libérale, avait signé, lors des municipales, un accord avec le RPR (le parti de Chirac) qui lui laissait le champ libre à la mairie, mais se réservait l'investiture à droite pour les législatives. « De toutes manières, dit Raymond Couderc, dans son bureau de la mairie avec une sincérité apparente, je n'avais aucune envie de me représenter : quand j'ai été à la fois maire et député, de 1995 à 1997, je perdis énormément de temps à Paris. Je suis contre le cumul des mandats. »

La droite parlementaire, pourtant donnée légèrement favorite au départ de la course, a investi un chirurgien de renom, Paul-Henri Cugnenc, dont la famille vient de Béziers, mais qui exerce à l'hôpital Georges-Pompidou à Paris. Or Cugnenc est un peu l'homme invisible de cette campagne électorale. « Au moins, dit la même journaliste, avec lui c'est clair : s'il est élu député, on ne risque pas de le voir à Béziers, puisqu'on ne l'a même pas vu pendant la campagne... De toutes manières, il déclare volontiers qu'un siège de député serait excellent pour obtenir des crédits à l'hôpital Pompidou... »

Côté Front national — avec près de 30 % pour Le Pen, Béziers est la plus grande ville de France (75 000 habitants) à avoir voté extrême droite à ce niveau —, Francine Lopes-Commenges, verres fumés même le soir, voix éraillée de grosse fumeuse, fait partie de ces innombrables candidats lepénistes de base pratiquement inconnus du public et qui ne font même pas campagne. D'ailleurs elle n'a même pas de permanence électorale. « La qualité des candidats n'a aucune importance, dit aimablement le maire Couderc. Quand les gens ont décidé de voter FN, vous pouvez mettre une chèvre, ça donne le même résultat. »

La seule certitude des observateurs de la scène biterroise, en tout cas, c'est que la candidate FN aura suffisamment de voix (moins que Le Pen, mais sans doute plus de 25 %) pour se maintenir au second tour. La question restant de savoir qui elle aura contre elle, et dans quel ordre.

Logiquement, Cugnenc devrait arriver en seconde position et dépasser largement les 20 % au premier tour : les partis qui le soutiennent ont totalité 25 % à la présidentielle. Mais enfin, Cugnenc n'est guère là, et il y a une candidature dissidente issue du Conseil municipal.

À gauche, ce n'est pas la division qui menace : c'est la foire d'empoigne. Au-delà de Béziers, c'est tout le département de l'Hérault qui était traditionnellement une place forte des communistes. Menacés désormais de disparition, ils se sont rebiffés à Béziers : « Selon eux, ils allaient disparaître pour de bon s'ils n'avaient pas leur candidat », explique Alain Barrau. Les tractations et les querelles ont gagné tout le département. Et, au bout du compte, un socialiste affrontera le député communiste sortant de Sète, tandis que le leader communiste local privera Alain Barrau de 7 ou 8 % des voix. Sans parler des verts... et de deux candidats trotskistes.

« À Béziers, c'est très simple, pronostique Raymond Couderc : Barrau sera éliminé au premier tour, et Cugnenc sera élu au second. »

Si tel est bien le cas de figure dimanche soir à Béziers, nul doute que la gauche ferait effectivement battre la candidate FN le 16 juin. Mais si, à la surprise générale, il y avait le 16 un duel FN-gauche, on est moins catégorique : dans le Languedoc-Roussillon, la droite locale gouverne tranquillement la région avec les élus du Front national, qu'elle a largement contribué à respectabiliser.

30% de voix pour Le Pen

Béziers: de solides raisons de mécontentement

LOUIS-BERNARD ROBITAILLE
collaboration spéciale

BÉZIERS — À moins de 10 kilomètres de Béziers, un village de 2500 habitants essentiellement connu par le fait qu'on y a vu la première coopérative viticole, célébré en 1905 par un discours du leader socialiste Jean Jaurès.

C'est un village languedocien typique, où les gens vivent modestement. D'ailleurs, encore aujourd'hui, la mairie est tenue par un communiste. Mais ce n'est pas un bidonville. Il n'y a pas de délinquance importante, même si, bien entendu, les jeunes du coin se réunissent le soir, du côté de la poste ou sur le parking, fument des joints, ou alors pétaradent à minuit à travers le village avec des scooters trafiqués. Certes, il y a eu une attaque à main armée du bureau de poste il y a trois ans et le cambriolage en pleine nuit du marchand de tabac, dont les précieux cartons de cigarettes ont disparu. Mais ce n'est pas franchement le Bronx.

Et pourtant, le 21 avril, sur 1656 votes exprimés, il y en a eu 512 en faveur du seul Jean-Marie Le Pen. Si on y ajoute quelques voix en faveur du « félon » d'extrême droite Bruno Mégret, on dépasse la barre des 33 %. L'équipe municipale se désole et se perd en conjectures, même si, dès 1997, un candidat parfaitement inconnu du Front national avait déjà fait 25 % dans le village (c'est la même circonscription que Béziers).

Même le jeune patron du principal bistrot du village avoue n'y rien comprendre. Lui et sa femme viennent de la montagne, de Millau, où le FN est beaucoup plus faible. « Du vote FN, il y en a eu tellement que ça fait peur », dit-il. Et, comme dans la plupart des régions massivement lepénistes, pratiquement personne n'affiche ses sympathies pour l'extrême droite. « Endehors d'Émile, qui le dit, absolument personne parmi les gens qui défilent au bistrot n'a voté



Jean-Marie Le Pen

Photo AP

Le Pen... » Les raisons de ce vote ? Le mécontentement des viticulteurs, « victimes » de Bruxelles et de la concurrence étrangère ? L'appréhension des villageois de souche, qui se sentent « envahis » (!) par des retraités du nord de la France ou d'Angleterre, qui viennent s'installer dans les nouveaux lotissements de la périphérie ? Ou simplement la proximité de Béziers, dont chacun au comptoir du bistrot commente les derniers méfaits des délinquants ? Une inquiétude et un mécontentement diffus qui restent globalement incompréhensibles.

À Béziers, on est presque content, pour une fois, de constater que le vote FN a des causes objectives. Avec ses 75 000 habitants, Béziers est sans doute la plus grande ville du pays à avoir donné largement plus de 30 % à l'extrême droite (Le Pen + Mégret). Même Avignon, une ville de dimension comparable, a beaucoup moins voté FN que les villages et les campagnes environnantes. Même Marseille, berceau du lepénisme, a plafonné à 27 %.

Béziers, il faut dire, est une ville passablement sinistrée. Au début du siècle, elle nageait dans l'opulence, grâce à la viticulture de masse — « C'était l'époque où le vin de table était la boisson univer-

selle, m'explique un adjoint du député socialiste Alain Barrau, les ouvriers et les soldats en consommaient au moins trois litres par jour ! » Par paliers successifs, la ville, qui conserve dans son centre historique et dans ses propriétés viticoles des environs les traces de ce passé glorieux, s'est enfoncée dans la crise.

D'autant plus que, justement, à travers tout « le biterrois », on s'était en début de siècle converti à la monoculture de la vigne. Aujourd'hui, en dehors de petites entreprises de métallurgie, il n'y a, pour faire tourner l'économie locale, que la construction de résidences secondaires... et la multiplication de maisons de retraite.

Il y a quelques années, le taux de chômage était à 22 %. Il dépasse encore les 17 % ces jours-ci, ce qui n'est pas très brillant. Assez curieusement, le fringant maire de la ville, Raymond Couderc, n'a pas l'air de trouver ces chiffres désastreux. « On est à peu près dans la moyenne du Languedoc-Roussillon », constate-t-il. Il est vrai que c'est un taux de chômage « à la méditerranéenne », c'est-à-dire avec pas mal de débrouillardise, d'entraide familiale... et de travail au noir ! Ça n'en reste pas moins un chiffre fort élevé, par rapport à une moyenne nationale en dessous des 10 %.

À cela il faut ajouter, au-delà des pures statistiques, une délinquance importante et voyante. Plutôt décontracté, en bras de chemise et sans cravate dans son bureau — sobre — de la mairie, Raymond Couderc explique posément : « Au cours des seuls 12 derniers mois, j'ai eu mon chef de cabinet descendu par un tueur fou qui se promenait avec un bazooka ; puis l'affaire Foucger, où l'assassin de trois personnes, dont un gendarme, est venu se « suicider » à Béziers ; un autre gendarme de chez nous descendu par un voyou sur l'autoroute... Et, plus récemment, un voleur de voitures descendu par un commerçant dans le faubourg. »

Il est possible que les chiffres réels de la délinquance soient moins mauvais que ceux de Montpellier, la grande ville de la région,

« civilisée » par la présence d'une grande université. La réalité, c'est qu'à Béziers l'atmosphère est lourde. Dans le quartier des HLM de la Devèze, construit il y a 40 ans pour accueillir les rapatriés d'Algérie, aujourd'hui habité par les immigrés maghrébins, « ce n'est pas Chicago ou le Bronx », affirme le député socialiste Alain Barrau, mais lui-même admet qu'il y a « de temps à autre des voitures incendiées ». En visite avec lui dans le quartier, nous tombons sur un jeune éducateur scolaire qui a réussi... à pacifier une école primaire où il y avait pas mal de violence. Très précis sur la question, Raymond Couderc nuance : « La délinquance ne se concentre pas à la Devèze, les problèmes sont plutôt dans le quartier de la gare. Et il y a un petit trafic permanent de drogue au milieu des allées Paul-Riquet contre lequel la police a beaucoup de difficulté à agir. Que les délinquants viennent souvent de la Devèze, c'est autre chose... »

Raymond Couderc fait-il, comme on le dit volontiers à gauche « le jeu de Le Pen en jouant à fond la carte de l'insécurité » ? Serait-il même de connivence avec le FN ? Le fait est qu'aux dernières élections municipales, la liste d'extrême droite est tombée à 7,5 % et que M. Couderc a été élu dès le premier tour. Ce dernier, qui ne cache pas qu'il souhaite une police nationale plus présente, assume tranquillement ses positions : « L'insécurité ? bien sûr que j'en parle ! C'est la première préoccupation des Biterrois, et les gens deviennent fous si on fait semblant de l'ignorer. Et c'est alors qu'ils votent Le Pen. »

Le maire « libéral » de Béziers, dont chacun dit qu'il fait décidément fort peu campagne pour le candidat « invisible » de la droite, Paul-Henri Cugnenc (« Je ne vais pas faire les cages d'escalier à sa place »), déclare ne souhaiter qu'une chose : « Un député qui ne soit ni FN si socialiste ». Sans doute qu'un député de droite qui ne serait jamais là lui conviendrait assez : comme le dit la journaliste du coin, « Couderc est du genre à vouloir être maître chez soi ». Dans la tradition biterroise.

MERCREDI, 12 JUIN, 18 À 20 H

ÉVÉNEMENT PORTES OUVERTES

Une nouvelle carrière vous attend en seulement 12 MOIS (A.E.C.)
Prochaine session 9 septembre

- cybercommerce
- infographie
- design de mode
- design d'intérieur
- design multimédia
- design publicitaire
- commercialisation de la mode
- gestion de réseaux informatiques

Rencontrez un conseiller dès aujourd'hui !
(514) 875-9777

1253, McGill College
Montréal (Québec) H3B 2V5
www.iad-mtl.com

Académie internationale
du design et de technologie

On se permet d'assassiner les vitamines en toute tranquillité.

Prenez la peine de lire jusqu'au bout ce petit article, il vous explique sans détour la manière d'assassiner vos vitamines. Un moyen très rapide de détruire les vitamines de votre organisme consiste en un mode de vie qui brime, qui prive, qui force votre corps en l'agressant sans répit par des modalités comme : caféine - alcool - insomnie - surmenage - régime trop sévère - trop de télévision - embonpoint - "fast-food" - etc.

Les fabricants de produits alimentaires, quant à eux, transforment les aliments, quitte à leur faire perdre une bonne partie de leurs vitamines et de leurs nutriments en général.

C'est le cas du pain que l'on veut blanc, du riz décorqué, etc., et d'autres aliments conservés par pasteurisation, salaison ou stérilisation.

L'art culinaire de plus en plus développé demande également une longue cuisson. Sans le savoir, beaucoup de cuisiniers et de cuisinières assassinent les vitamines dans les cuisines.

Il ne faut pas oublier tous ceux qui épluchent les fruits et les légumes. Si cette opération vous protège des produits nocifs tels les pesticides, elle vous prive cependant des vitamines qui se concentrent près la pelure.

Mentionnons, enfin, que la manutention et la conservation des aliments frais altèrent en général la teneur en vitamines.

Le corps doit puiser dans notre alimentation et trouver les éléments nécessaires à ses besoins. Si cette alimentation manque d'éléments tels les vitamines, minéraux, protéines, etc., on peut toujours réagir en suppléant avec un bon supplément alimentaire. C'est pourquoi la formule scientifique et spéciale de Phytobec apporte et contient jusqu'à 40 ingrédients bien dosés et analysés en permanence par des chimistes pour chacun des lots.

Une infinité semblable d'activités dans la formule Phytobec est justement là pour vous aider à éviter tout accident dû à des carences en éléments importants pour votre organisme.

Un produit **Bio-Actif**

Montréal : (514) 272-1365
Mauricie : (819) 378-7777

Ligne extérieure : 1 800 272-1365
Estrie : (819) 823-3322

HITACHI Inspirer l'avenir

240x zoom
ULTRAVISION
DVD-CAM

Recipiendaire d'un prix Emmy® pour l'innovation technologique du caméscope. © 2002 Hitachi, Ltd.

Gratuit
DISQUES DVD-R & DVD-RAM à l'achat d'un DVD-CAM Hitachi. Valeur de 55\$ au détail. Offre de durée limitée. Quantité limitée.

L'ÈRE DU DVD

Le premier caméscope DVD au monde vous permet d'enregistrer vos vidéos sur un disque, et de les visionner à partir de votre lecteur de DVD ou votre ordinateur personnel. Pas de cassette à ruban. Pas de transfert compliqué. Pas d'encombrement.

Un film-vidéo sans cassette à ruban? Un film-vidéo qui peut être visionné dans la plupart des lecteurs de DVD ou ordinateurs personnels? Ce n'est pas seulement possible, mais c'est aussi simple que le petit disque inscriptible DVD de 8cm que vous insérez dans votre DVD CAM de Hitachi. Ce disque vous offre la même qualité d'image que les disques DVD de films pré-enregistrés. Le premier caméscope DVD multi-format au monde vous permet de prendre des vidéos ou des photos. Que ce soit à partir du système d'édition intégré du caméscope ou de l'ordinateur, les fonctions de montage s'effectuent avec aisance, et le système de navigation simplifié élimine les manœuvres de rembobinage et d'avance rapide. Voyez le caméscope DVD CAM de Hitachi dès maintenant chez un détaillant Hitachi ou en ligne au www.hitachi.ca

à partir de 1499⁹⁹\$

www.hitachi.ca 1-800-HITACHI

Audiotronique • Brault & Martineau • Centre Hi Fi
Dumoulin Électronique • Meubles Domon • Stéréo Plus
Toupin Électronique Inc.

Le référendum sur les points d'impôt a déjà du plomb dans l'aile

Une motion à l'Assemblée nationale sur le déséquilibre fiscal

DENIS LESSARD

QUÉBEC — Ridiculisé par Mario Dumont, boudé par le Parti libéral du Québec, le scénario d'un référendum sur le rapatriement de points d'impôt envisagé pour cet automne par Bernard Landry a déjà bien du plomb dans l'aile.

Même au sein du caucus du Parti québécois, on se montre carrément sceptique sur l'opportunité de consulter l'ensemble de la population sur une question qui paraît faire consensus. Quand Bernard Landry a qualifié « d'hypothèse sérieuse » cette avenue à la réunion du caucus mardi dernier, « aucun député n'a parlé en faveur », a indiqué hier un élu à *La Presse*. Pire encore, dès le lendemain, entre eux, plusieurs élus ont convenu qu'il ne fallait pas emprunter cette voie. Dans les instances péquistes, cette idée n'est pas plus populaire : dans Montréal-Centre, par exemple, on estime que Bernard Landry devrait davantage mobiliser les militants autour de la souveraineté plutôt que de se risquer dans une aventure incertaine. Même chez les stratèges du PQ, on constatait avec embarras la volée de bois vert qu'avait déclenché cette idée de la part des commentateurs et éditorialistes.

À l'Assemblée nationale hier, Pauline Marois, qui avait lancé l'idée dans un point de presse sans en prévenir le bureau du premier ministre Landry, la semaine der-

nière, paraissait reculer. Sur la question du déséquilibre fiscal cal, « c'est notre responsabilité d'informer et d'expliquer, d'avoir le point de vue de la population... l'ordre des moyens, qu'il s'agisse d'un référendum ou d'une autre forme de consultation, ou d'appui à ce projet, on doit évaluer », a dit M^{me} Marois.



Pauline Marois

« Nous nous entendons tous sur le déséquilibre fiscal, on dévisserait 50 millions inutilement », de lancer le député libéral Jacques Chagnon.

La stratégie du gouvernement péquiste pour cet automne sera sur la table lors de la réunion du bureau national élargi — comptant un représentant par circonscription — qui se tiendra dans les Laurentides, samedi. Dans les officines péquistes on parle davantage de l'audace de Pauline Marois d'annoncer un « mini-congrès » cet automne sans en avoir discuté avec Bernard Landry et de l'imposant cocktail-bénéfice que s'organise André Boisclair à la Place Ville-Marie le 10 juin, que de la tenue d'un référendum cet automne.

Comme s'il y avait besoin de clouer le cerceuil de ce projet, le ministre responsable des relations

fédérales-provinciales, Jean-Pierre Charbonneau, ne minimisait pas le risque d'une telle tentative. Même si la proposition du gouvernement faisait l'unanimité dans la population, le risque que cette consultation n'entraîne qu'un faible taux de participation doit rester une considération importante. « Je ne dis pas que je suis en faveur d'un référendum, il faudrait que la population soit assez mobilisée, si 40 % des gens seulement vont voter... C'est une réflexion, elle est là, mais il y a des avantages et des inconvénients », observe le ministre Charbonneau.



Mario Dumont

Scepticisme certain du côté libéral, le député Benoît Pelletier précise qu'il serait difficile pour le président de la consultation de désigner des représentants du clan du NON, comme le prévoit la loi sur les consultations populaires.

« Mais si on donnait un mandat très fort à nos négociateurs avec un référendum... » de répliquer M. Charbonneau. La situation est grave, les libéraux font depuis 1994 porter leurs questions sur les besoins en santé, or, il y a là un problème de moyens, a ajouter M. Charbonneau.

Le chef de l'ADQ, Mario Du-

mont, ridiculisait hier toute la manœuvre, ne comprenant surtout pas que péquistes et libéraux aient attendus deux mois pour s'entendre sur une motion unanime à l'Assemblée nationale pour dénoncer le déséquilibre fiscal constaté par le rapport Séguin.

En effet, une motion doit être adoptée aujourd'hui, où l'Assemblée nationale « demande au gouvernement fédéral de reconnaître et corriger le déséquilibre fiscal constaté par le rapport Séguin », une proposition péquiste à l'origine. L'opposition libérale a obtenu qu'on rappelle que le rapport Séguin faisait des recommandations pour « un cadre nouveau pour les relations financières et fiscales au sein de la fédération canadienne ».

Pour Mario Dumont péquistes et libéraux ont affaibli la voix de l'Assemblée nationale en prenant deux mois pour s'entendre sur un geste « urgent, qui aurait dû être adopté dès le dépôt du rapport Séguin. « Le libellé d'une telle motion, c'est du niaisage qui touche bien davantage l'orgueil de deux vieux partis, qui se font croire qu'ils ont des grosses victoires parce qu'ils changent une guirlande de place. »

Mario Dumont restera chez lui si le gouvernement se lance dans un référendum sur le rapatriement de points d'impôt : « les adéquistes ne feront pas partie de la mascarade », prédit-il.

Reid dénonce la mauvaise foi entourant l'accès à l'information

LOUISE ELLIOTT
Presse Canadienne

OTTAWA — Des cas flagrants d'obstruction et de tromperie de la part de hauts fonctionnaires ainsi que de troublantes directives du gouvernement ont encore érodé le droit de savoir des Canadiens, a souligné hier le commissaire à l'information.

Dans son rapport pour 2001, John Reid révèle que des mandarins fédéraux ont, en au moins deux occasions, fourvoyé et menacé des gens qui recouraient à la loi d'accès à l'information.

« La fragilité du droit à l'information est illustrée par le mépris qu'ont subi des requérants de la part de certains hauts fonctionnaires du gouvernement du Canada », peut-on lire dans ce rapport de 150 pages.

Un ancien sous-ministre de Pêches et Océans a envoyé une lettre de menaces à un requérant dont il avait appris l'identité d'une source inconnue, rapporte le commissaire. Le sous-ministre Bill Rowat a ensuite refusé de fournir le nom de cette source à M. Reid, qui l'a cité pour outrage. Le haut fonctionnaire a ensuite prétendu avoir oublié qui était cette personne.

L'autre cas de menaces concerne des hiérarques de l'ancien ministre des Finances Paul Martin, qui ont déjà reçu une réprimande de M. Reid.

Le commissaire a en effet conclu que ces hauts fonctionnaires avaient commis des « erreurs de jugement » et répondu de manière « sciemment trompeuse », en 1999, afin de retenir des documents ayant trait au scandale du sang contaminé.

Ces « histoires d'horreur » révèlent une culture de résistance à la loi d'accès à l'information, aux niveaux supérieurs de l'État, a confié en entrevue le commissaire Reid.

« Leur motivation, je crois, est de garder la main haute sur une énorme quantité d'informations et cette motivation vient du sommet de la fonction publique ainsi que de certains ministres. »

La loi d'accès à l'information est utilisée par des journalistes, des gens d'affaires, des chercheurs et des particuliers pour découvrir des détails de l'activité gouvernementale.

Elle a été l'outil principal pour mettre à jour, récemment, des pratiques douteuses quant à l'attribution de contrats de publicité.

John Reid estime en outre que de nouvelles règles et directives servent en fait à mieux cacher les dépenses ministérielles.

Les lois sur la sécurité et sur la lutte contre le terrorisme ainsi que la création de sociétés et organismes non soumises à la loi d'accès à l'information ont eu elles aussi pour effet de remettre en question le principe d'imputabilité de la fonction publique et de l'exécutif.

Ottawa cesse de faire affaire avec Groupaction et Lafleur Communication

ISABELLE RODRIGUE
et ISABELLE DUCAS
Presse Canadienne

OTTAWA — Le gouvernement fédéral ne fera plus affaire avec Groupaction et sa filiale, Lafleur Communication Marketing, deux entreprises sous enquête de la Gendarmerie royale du Canada (GRC) à cause de leur rôle dans certains contrats du programme de commandites.

Le gel temporaire imposé par Ottawa, qui s'appliquait auparavant seulement au programme de commandites, s'est étendu à tous les types de contrats qui pourraient être passés entre le gouvernement et ces deux firmes de publicité.

« Pour ce qui est de toutes les activités outre celles du programme de commandites, les propositions, soumissions et applications futures

de Groupaction seront refusées », a déclaré hier le ministre des Travaux publics, Ralph Goodale, aux Communautés.

Son ministère confirmait par la suite que le gel s'appliquait à toutes les entreprises sous enquête par la GRC, et donc qu'il touchait également Lafleur Communication. « Il ne devrait pas avoir d'autres contrats jusqu'à ce qu'on ait des éclaircissements », a répété M. Goodale.

On sait que la GRC enquête sur de nombreux contrats accordés à Groupaction dans le cadre du programme de commandites, dont les fameux trois rapports de 1,6 millions qui ont fait l'objet d'un rapport de la vérificatrice générale, Sheila Fraser. Le cas de Lafleur Communication a été transmis à la police parce que la firme a reçu une importante commission dans le dossier d'une subvention d'un mil-

lion pour la production d'une série télévisée sur Maurice Richard.

Ralph Goodale avait déjà indiqué que d'autres dossiers avaient été transmis à la GRC. Hier, aux Communautés, il a refusé de révéler le nom des autres entreprises qui sont sous enquête, ce qui a fait réagir fortement l'opposition. « C'est la cerise sur le *sundae*. Quand on demande qui est sous enquête, on refuse de nous le dire. Ces compagnies qui seraient sous enquête reçoivent peut-être d'autres contrats et on ne pourra jamais le savoir », a mentionné le chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe.

Le ministre a néanmoins dû ajouter deux autres dossiers à sa liste de ceux que ses fonctionnaires devront vérifier. Le Bloc a fait de nouvelles révélations, sur le programme de commandites, en rapport avec des commandites versées au Grand Prix de Montréal et à des

festivités entourant le 125^e anniversaire de la GRC.

Dans le cas du Grand Prix, le Bloc s'est appuyé sur une entrevue donnée par le président de l'événement, Normand Legault, où il affirmait qu'il transigeait avec des fonctionnaires fédéraux pour recevoir la somme d'argent et non pas avec une agence de publicité, comme c'est normalement le cas.

Pour le Bloc, il s'agit d'une preuve que l'agence de publicité chargée du dossier, la firme Armada, recevrait ainsi une commission de 12 % sans avoir à faire de grands efforts.

Le Bloc a également interrogé le gouvernement sur la partialité de la GRC qui a déjà reçu des commandites gérées par Gosselin Communications, une filiale de Groupaction. « Pourquoi ont-ils besoin d'un intermédiaire pour parler à la GRC ? » a fait valoir M. Duceppe.

Les attaques fusent dans Joliette

La candidate adéquate dans l'embarras

PASCALE BRETON

QUÉBEC — Ça joue dur dans les circonscriptions de Joliette et Berthier en vue des élections complémentaires du 17 juin. Après les attaques contre le programme — principalement celui de l'Action démocratique du Québec —, il s'agit maintenant de sortir les vieux squelettes des placards.

La candidate adéquate dans Joliette, Sylvie L'Espérance, subit la majeure partie des attaques. Au début de la campagne, on apprenait qu'elle avait contribué à la caisse électorale du Parti libéral du Québec lors d'un souper de militants quelques jours à peine avant de faire le saut avec l'ADQ. Elle a aussi versé 450 \$ à la caisse du Parti québécois l'année dernière.

Depuis, *La Presse* a appris de diverses sources que la candidate adéquate a aussi été reconnue coupable d'avoir dérogé à la Loi sur les impôts à cinq reprises entre 1989 et 1991. Elle a été condamnée dans chaque cas à une amende de 250 \$.

En 1987, sa compagnie qui gère le centre de soins de santé et de longue durée le Château Jouvence dont elle est propriétaire, les Entreprises Symel, a aussi été reconnue coupable pour avoir omis de produire les déclarations de retenues à la source et de contributions d'employeur, de revenus d'emplois, de revenus de retraite et de rentes.

Il y a une semaine à peine — en pleine campagne électorale —, une plainte contre M^{me} L'Espérance a par ailleurs été déposée à l'Ordre des infirmières du Québec, de même qu'au ministère du Revenu du Québec et à l'Agence des douanes et accises du Canada, a aussi appris *La Presse*.

Il s'agirait de reçus d'impôts donnés aux résidents pour des services non rendus, en l'occurrence des soins de santé au Château Jouvence-Pavillon Ernest. Ces reçus sont légaux, rétorque la principale intéressée. Le complexe qu'elle di-

rige est reconnu par le gouvernement comme un établissement de soins de santé et de longue durée. « Il ne s'agit pas d'une formule où l'on charge à la carte pour chaque soin reçu, mais plutôt une formule tout inclus, peu importe la valeur des soins dispensés par les infirmières et le personnel médical », indique M^{me} L'Espérance.

Les résidents peuvent réclamer 40 % de la facture totale pour résider au centre en frais médicaux. Certains qui ont obtenu une attestation de déficience se voient même rembourser 100 % des dépenses.

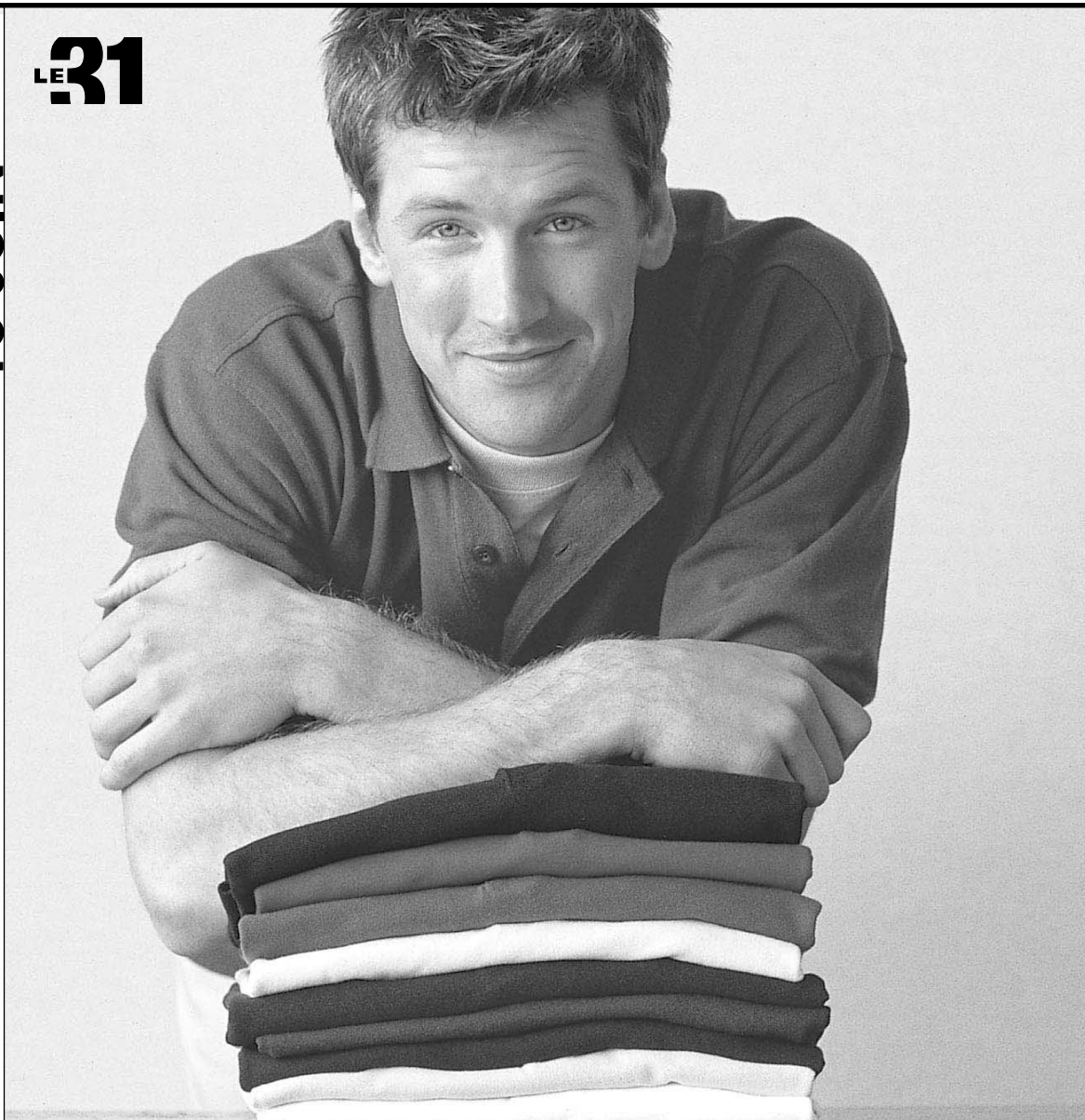
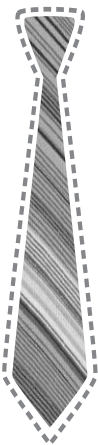
La tournure de la campagne fait d'ailleurs sourire la candidate adéquate. « Il faut accepter ce genre d'attaques lorsqu'on accepte de faire de la politique et de devenir un personnage public, même s'il s'agit selon moi d'une politique de bas étage », dit-elle en s'étonnant que ces faits n'aient pas été dévoilés au grand jour en 1998, alors qu'elle était candidate sous la bannière libérale.

Son adversaire libéral dans Joliette, Pierre Delangis, a pour sa part contribué lui aussi à la caisse électorale du Parti québécois l'an passé. Il a notamment versé 600 \$ pour une activité militante dans la circonscription de l'ancien ministre des Transports, Guy Chevrette.

Dans Berthier, la candidate adéquate Marie Grégoire est par ailleurs montrée du doigt parce que sa petite entreprise de communications, Creacom 6e Sens, a reçu des contrats à la municipalité de Berthierville au moment où son père, Bernard Jr Grégoire, en était le maire il y a une dizaine d'années. « Creacom était la seule entreprise du genre dans la région et le maire a présenté l'offre de service au conseil municipal pour recevoir son approbation », précise-t-on au comité de M^{me} Grégoire. Les redevances reçues pour la réalisation d'un feuillet de la municipalité et de communiqués seraient d'ailleurs peu élevées.

Fête des pères
16 JUIN

LE 31



Rabais de 33%

LE POLO MAILLE PIQUÉE | 19.99

Un essentiel d'été à prix vraiment exceptionnel. Notre polo pur coton piqué est apprécié pour son confort, sa belle tenue et sa palette de coloris qui se coordonnent avec tout. Blanc, noir, marine, bleu pâle, rouge, mais, orange, forêt, vert pomme. M.g.tg.tg. Rég. 29.95. Une exclusivité du 31.

simons

QUÉBEC PLACE STE-FOY • GALERIES DE LA CAPITALE • VIEUX-QUÉBEC, MONTRÉAL CENTRE-VILLE, PROMENADES ST-BRUNO, SHERBROOKE CARREFOUR DE L'ESTRIE

| ÉQUITÉ SALARIALE |

Les enseignants de Laval rejettent l'entente

KARIM BENESEAIEH

Manifestement, les enseignants de Laval en ont ras le bol. Réunis hier en assemblée générale, ils ont rejeté à 91 % l'entente sur l'équité salariale concoctée par leur fédération, annoncé qu'ils songeaient à se désaffilier et demandé la démission de la présidente de la Fédération des syndicats de l'enseignement, Johanne Fortier.

Cette dernière demande est plutôt symbolique, les élections au comité exécutif et à la présidence de la FSE devant avoir lieu le 14 juin prochain. « C'est un cri du coeur pour signifier notre mécontentement », explique

la présidente du Syndicat de l'enseignement de la région de Laval, Ghislaine Raymond.

La gifle est cependant d'importance pour la FSE, affiliée à la CSQ : avec ses 4000 membres et ses neuf voix au conseil fédéral, Laval est un des poids lourds du mouvement. Hier en fin d'après-midi, 547 enseignants ont rejeté l'entente sur l'équité et 50 l'ont approuvée. « On ne voulait pas rouvrir la convention et il avait été entendu qu'il n'y aurait pas de contrepartie à la reconnaissance du vrai nombre d'heures de travail effectuées, explique Mme Raymond. Or, passer de 27 heures à 32 heures officiellement, c'est une contrepartie. »

Dans toute cette négociation, les enseignants de Laval affirment s'être sentis mal représentés par la FSE, et leurs représentants soutiennent avoir dû *se colletter* avec les dirigeants pour faire valoir la position des membres.

« On était toujours mal perçus », explique

Mme Raymond, qui ajoute que la goutte qui a fait déborder le vase a coulé la semaine dernière. On n'a pas du tout digéré, semble-t-il, la lettre signée par Mme Fortier et envoyée aux membres de l'Alliance des professeurs de Montréal. Cette missive dénonçait la décision prise par les membres de l'Alliance le 27 mai dernier de rejeter l'entente sur l'équité salariale intervenue entre la FSE et Québec.

« À la blague, certains membres se sont dits qu'ils allaient eux aussi recevoir cette fameuse lettre, rapporte Mme Raymond. Disons que nous ne sommes pas en rupture mais en questionnement important. »

Champlain dit oui

Sur un front beaucoup plus tranquille, les enseignants de la Rive-Sud ont finalement accepté l'entente sur l'équité salariale dans une proportion de 87,8 %. Hier soir, c'était

au tour de la dernière des trois sections du Syndicat de l'enseignement de Champlain, Marie-Victorin, de tenir son assemblée générale. Là, 417 enseignants ont dit oui, 58 non.

La semaine dernière, les sections des Patriotes (421 pour, 57 contre) et de la Vallée des Tisserands (213 pour, 31 contre) avaient également accepté l'entente. Avec ses 8000 membres (enseignants et personnel de soutien), le syndicat de Champlain détient 18 voix au congrès du 12 au 14 juin. Il a le même poids que l'Alliance des professeurs de Montréal.

La FSE regroupe 44 syndicats affiliés représentant le personnel enseignant des niveaux préscolaire, primaire, secondaire et des secteurs de l'éducation des adultes et de la formation professionnelle sur l'ensemble du territoire du Québec. Elle compte 75 000 membres, ce qui en fait la plus importante fédération affiliée à la Centrale des syndicats du Québec, qui représente quelque 126 000 membres.

Ottawa transférera des actifs du RPC à une agence indépendante

Presse Canadienne

OTTAWA — Le gouvernement fédéral a l'intention de transférer les actifs du Régime de pensions du Canada (RPC) de plusieurs milliards de dollars à une agence indépendante chargée d'investir sur les marchés financiers.

Le plan annoncé hier a suscité l'inquiétude de certains observateurs, qui craignent

que le gouvernement fédéral soit en train de jouer avec l'argent public des retraites.

Cependant, certains experts disent qu'il fallait, en raison du vieillissement de la population, que le RPC trouve d'autres moyens pour augmenter sa cagnotte en plus de gonfler ses primes.

« C'est une question de plus en plus délicate alors que la génération des babyboomers est à 10 ans de la retraite », a expliqué

Don Drummond, économiste en chef à la banque Toronto-Dominion et ancien responsable au ministère fédéral des Finances.

Le transfert à l'Office d'investissement du RPC des 40 milliards actuellement détenus dans des obligations fédérales et provinciales par le RPC et administrés par le ministère fédéral des Finances devrait prendre environ trois ans.

Le comité indépendant a été établi, il y a

cinq ans, comme une société commerciale de la Couronne chargée d'investir l'argent public des retraites sur les marchés boursiers qui, traditionnellement, ont des rendements plus élevés que les investissements à termes.

Les responsables du ministère affirment que l'office met au point une nouvelle stratégie d'investissements, en décidant combien doit être réservé aux actions et combien doit être détenu en obligations à faible risque.

RADIO
Première Chaîne
Radio-Canada

Chroniques,
information,
sports, finesse d'esprit
et polémiques.

Homier-Roy

En semaine **5 h**

Réalisation : Louise Carrière

www.radio-canada.ca/radio

Écoutez pour voir.

95,1 FM
Montréal

La plus importante colonie d'eiders à duvet du golfe du Saint-Laurent menacée par une bactérie

PIERRE GINGRAS

LA PLUS IMPORTANTE colonie d'eiders à duvet du golfe Saint-Laurent, sur l'île Bicquette, près du village du Bic, à l'ouest de Rimouski, est menacée par une mystérieuse maladie vraisemblablement d'origine bactérienne.

L'épizootie se serait déclarée au début de la semaine puisque au cours de visites effectuées à l'île dans les jours précédents par des cueilleurs de duvet, on n'avait rien décelé d'anormal. Mardi, pas moins de 640 carcasses d'eiders étaient découvertes et on s'attend à ce que la colonie qui compte 13 000 nids soit en partie décimée.

« La maladie est extrêmement virulente, explique le vétérinaire Robert Claveau, du Laboratoire de pathologie animale à Rimouski. À tel point que les femelles meurent sur leur nid. Lorsqu'on visite les lieux, il semble souvent qu'elles dorment sur leurs oeufs alors qu'elles sont mortes. Parfois, les femelles tombent sur le côté, foudroyées par le choc toxique provoqué par l'infection bactérienne. La maladie fauchera probablement des milliers d'individus. »

Selon le pathologiste, l'hypothèse la plus probable veut que la maladie soit provoquée par une bactérie qui affecte à divers degrés les populations de canards un peu partout sur le continent. Les eiders à duvet y sont particulièrement sensibles en raison de leurs habitudes grégaires, surtout lors de la saison de nidification puisqu'ils nichent en colonie plus ou moins grandes. Au début des années 60, la bactérie avait tué environ 1700 oiseaux dans deux colonies le long du Saint-Laurent. Le vétérinaire Claveau indique que les carcasses seront éliminées régulièrement de l'île, une réserve fédérale de la faune, pour éviter que les oiseaux charognards ne disséminent la maladie.

Dans l'île Bicquette, seules les femelles couveuses sont affectées puisque dès la ponte du premier oeuf, les mâles quittent leur partenaire pour aller muer, parfois à des dizaines, voire à des centaines de kilomètres plus loin. Durant les 26 jours que dure l'incubation, la femelle ne se nourrit pas et peut perdre jusqu'à 50 % de son poids.

La période d'éclosion vient cependant de commencer dans l'île Bicquette et les petits émergent parfois de nids recouverts par la carcasse de leur mère, mentionne le vétérinaire. Les deux premières semaines qui suivent l'éclosion, no-

tamment le court périple que doivent parcourir les oisillons entre le nid et l'eau libre, sont particulièrement périlleuses et plusieurs oisillons sont avalés par les goélands marins et les goélands argentés. La situation est encore plus dramatique quand les femelles ne peuvent protéger leurs petits.

Par contre, l'esprit grégaire de l'espèce amène la formation de crèches qui peuvent parfois compter des dizaines de petits, parfois une centaine, sous la surveillance communautaire de plusieurs femelles.

Du duvet qui vaut une fortune

Réparti un peu partout dans le nord de l'hémisphère boréal, notamment dans l'est de l'Amérique du Nord, de la baie d'Hudson à la baie d'Ungava en passant par les îles de l'est de l'Arctique et du golfe Saint-Laurent, l'eider à duvet est le plus nombreux des quatre espèces présentes sur le continent. Il s'agit d'un gros canard marin qui se nourrit surtout de coquillages dont les moules bleues avalées entières et réduites en miettes dans son puissant gésier. Les eiders volent habituellement à la file indienne. L'été, les eiders sont nombreux près des rives du Saint-Laurent, en aval de Québec, où ils forment des groupes composés de jeunes et de femelles. Nos populations hivernent le long des côtes de la Nouvelle-Angleterre, mais aussi sur la basse Côte-Nord. Au Québec, l'espèce est encore exploitée pour son duvet, mais cette récolte très réglementée est l'objet de permis spéciaux. Réputée pour ses qualités thermiques, le duvet d'eider vaut une petite fortune et il est prélevé en petite quantité dans les nids.

C'est d'ailleurs en vue de protéger des sites de nidification d'eiders dans certaines îles boisées du Saint-Laurent que le gouvernement québécois a décrété en 1989 l'éradication de 10 000 cormorans et la destruction de 20 000 nids, une opération très controversée qui s'est déroulé durant quelques années. Le cormoran niche dans les arbres qui finissent par mourir à cause des fientes de l'oiseau. Le site de nidification qui est aussi fréquenté par l'eider perd son couvert végétal et devient moins propice au canard. En dépit de cette opération, la population de cormorans est plus nombreuse que jamais. Quant aux eiders, ils sont aussi en progression, une situation attribuable en partie à la baisse du nombre de chasseurs.



Bernard Bruneau et Daniel Bidal en train de prendre des échantillons de sable de fonderie dans un camion arrêté au poste-frontière de Saint-Armand, hier après-midi.

Photo ROBERT MAILLOUX, La Presse

DÉCHETS DANGEREUX

Jours de contrôle à la frontière

ANDRÉ DUCHESNE

ÇA RESSEMBLE à un contrôle antidopage, mais en beaucoup plus gros.

Au lieu de contrôler des athlètes, on contrôle des camions. Au lieu d'analyser des petites éprouvettes contenant vous savez quoi, on scrute des échantillons de déchets dangereux. Au lieu d'être dans une épreuve sportive, on se trouve à la frontière canado-américaine de Saint-Armand. Et comme dans les contrôles antidopage, il y a des petits malins qui se faufilent entre les mailles.

Bienvenue dans le vaste monde du contrôle des déchets dangereux, un domaine où des centaines de milliers de tonnes de matières transitent chaque année par la frontière canado-américaine.

Et plus particulièrement encore entre les États de la Nouvelle-Angleterre et le Québec, la province ayant le piteux titre de région chouchou pour l'expédition des déchets dangereux, en raison des coûts beaucoup moins onéreux et des normes moins strictes que celles de nos voisins du Sud.

Pour faire face au flot, Environnement Canada compte sur une armée de... huit inspecteurs pour les postes frontaliers du Québec. En moyenne, durant une année, ils

consacrent une trentaine de journées de contrôle dans les trois postes les plus importants : Lacolle, Rock Island et Saint-Armand.

C'est là que *La Presse* est allée les rencontrer hier, à l'invitation d'Environnement Canada. En partenariat avec le service des douanes des États-Unis, celui du Canada et la Société de l'assurance automobile du Québec (SAAQ), le ministère fédéral complétait alors une session d'inspection de trois jours visant l'industrie du camionnage.

« Il y a des conducteurs de camions qui ont été forcés de se soumettre à quatre contrôles, lance Daniel Bidal, inspecteur à Environnement Canada. Pour lui et son collègue Bernard Bruneau, le travail consistait à vérifier la conformité des poids lourds entrant au Canada en fonction du Règlement sur l'exportation et l'importation des déchets dangereux (REIDD).

« Nous devons contrôler les déchets dangereux, les matières pouvant réduire la couche d'ozone et les substances dites nouvelles qui ne sont pas inscrites sur la liste des 24 000 produits chimiques admissibles au pays », résume-t-il.

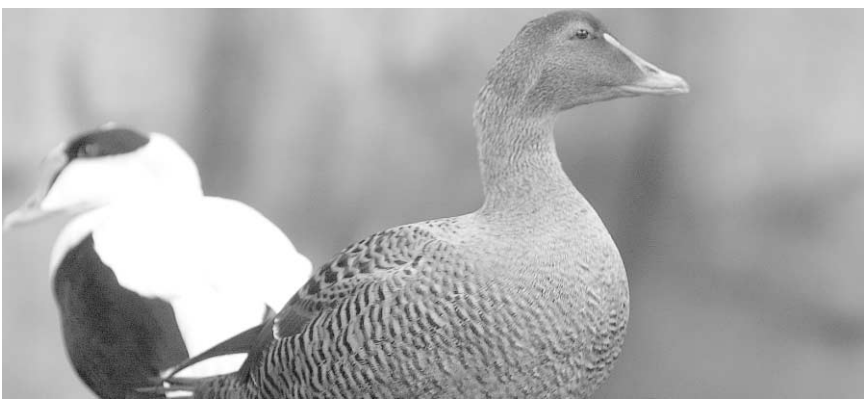
Les inspecteurs doivent également vérifier si le conducteur d'un camion chargé de déchets dangereux possède les permis nécessaires, si la matière transportée est

bien celle inscrite (et dans les bonnes concentrations) sur les documents, si le transporteur a les autorisations nécessaires, si la quantité permise est respectée, etc.

Ainsi, hier, au moment de notre passage, les deux inspecteurs ont pris trois échantillons de sable de fonderie dans des sacs d'une tonne se trouvant à bord d'un camion à semi-remorque parti de Franklin, New Hampshire, en route pour Timmins en Ontario. Ces échantillons seront analysés en laboratoire à Montréal.

« Les moules servant à couler des lingots de métaux sont faits de sable, explique M. Bidal. Lorsqu'ils sont trop contaminés, on les détruit et on envoie les résidus dans une autre fonderie qui en extrait les métaux. Dans le cas présent, la matière considérée dangereuse est le plomb. »

Selon M. Bidal, au moins 97 % des déchets dangereux entrant au Canada sont en conformité avec le règlement. Hier, au moment de notre passage, 83 camions avaient été retenus pour contrôle : 30 contenaient effectivement des déchets concernés par le règlement et trois d'entre eux étaient en infraction. Deux d'entre eux sont retournés illico aux États-Unis tandis que le propriétaire du troisième a reçu un avertissement.



Un couple d'eiders à duvet.

Photo ARMAND TROTTIER, La Presse

loto-québec Résultats
 TVA, la révélation des tirages

31 Jours de Chance

Numéro complet 100 000 \$ 4 derniers chiffres 100 \$
 5 derniers chiffres 1 000 \$ 3 derniers chiffres 30 \$
 2 derniers chiffres 20 \$

Numéro du 7 juin **311138**

2002-06-01 395843	2002-06-04 182662
2002-06-02 170244	2002-06-05 213683
2002-06-03 169095	2002-06-06 959450

(numéros décomposables)

100 000 \$ chaque jour du 1^{er} au 30 juin 2002

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraîtront au verso des billets. En cas de désaccord entre cette liste et la liste officielle de L.O., cette dernière a priorité.

Si vous avez un problème de jeu... **MISE AUX 101** (1 888 505-2804)

Vente d'entrepôt

LITERIE (couvre-lits, jupons, rideaux, valences) - NAPPES

3 jours seulement
 7, 8 et 9 juin, de 9 h à 17 h

Rabais de 50 % à 70 %

121, rue Blainville Est
 Sainte-Thérèse

Blainville Est
 Boul. Labelle
 SORTIE 22
 Sainte-Thérèse

Polo GRATUIT*

O \$

*à l'achat de 100\$ avant taxes. Durée limitée, limite de 1 par client.

Centre-ville 1115, Ste-Catherine O. Montréal	Galleries d'Anjou 7999, boul. Des Galeries D'Anjou, Anjou	Centre-Eaton 705, Ste-Catherine O. Montréal	Carrefour Laval 3035, boul. Le Carrefour Laval	Centre Rockland 2305, Ch. Rockland Ville Mont-Royal
Promenades St-Bruno 1, boul. Des Promenades St-Bruno de Montarville	Fairview Pointe-Claire 6815, Transcanadienne Pointe-Claire	Place Ste-Foy 2450, boul. Laurier Ste-Foy	Outremont 1000, ave. Laurier O. Outremont	Carrefour de l'Estrie 3050, boul. Portland Sherbrooke

collection été
Vivez l'expérience

Old River
 Vêtements pour hommes

ENCAN PUBLIC

EXPOSITION
 Les sam. et dim. 8 et 9 juin de 10 h à 17 h
ENCAN
 Le dim. 9 juin à 13 h et du lundi 10 au jeudi 13 juin à 19 h (chaque soir)

MAGNIFIQUES MEUBLES
 ROLEX
 BIJOUX
 SCULPTURES ET FONTAINES EN BRONZE
 SOFAS NEUFS, EN CUIR ITALIEN D'EXCELLENTE QUALITÉ

EMPIRE
 5500, rue Paré
 Montréal (514)737-6586
 www.empireauctions.com

Range Rover 1995
 Lexus SC400 1995

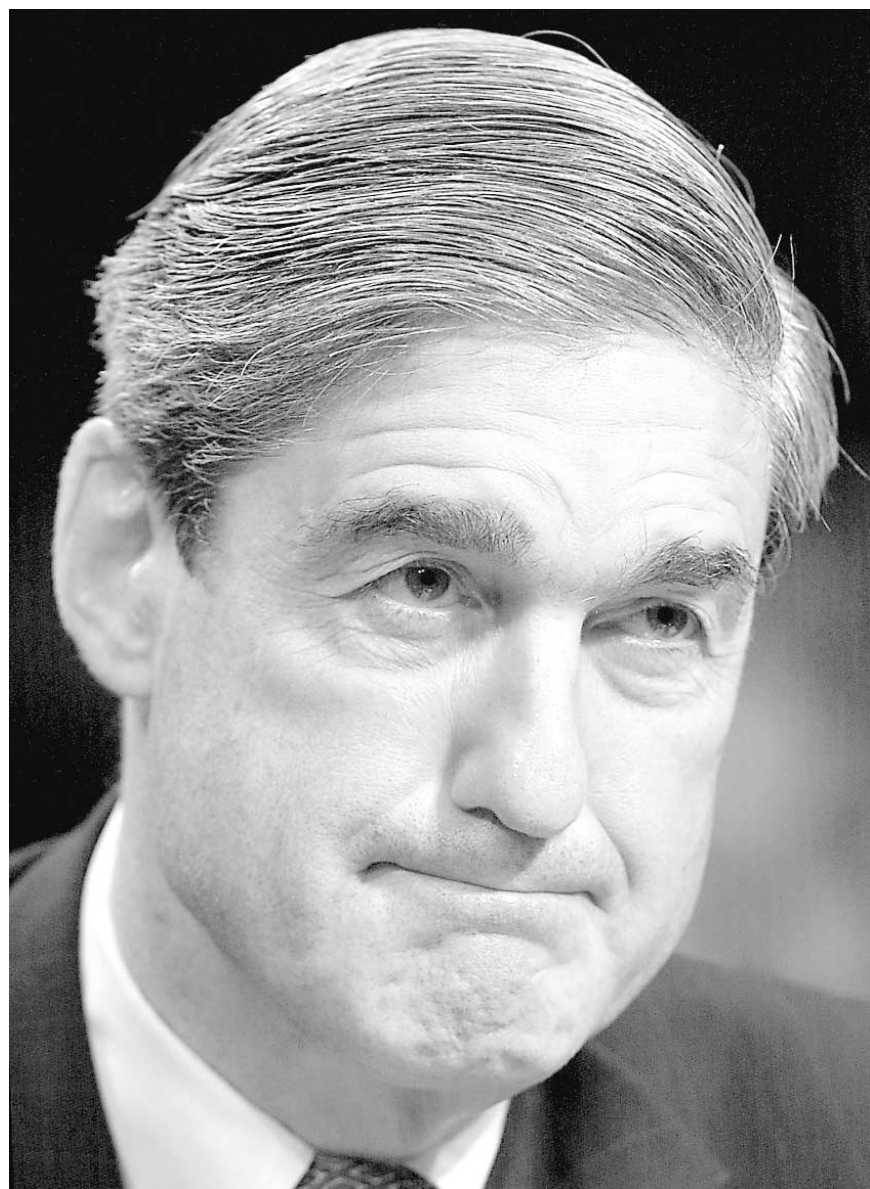
Acceptons comptant, Visa, MasterCard et Interac.

Le directeur du FBI fait son mea-culpa

EXPRESS INTERNATIONAL

COLOMBIE Maire assassiné

LE MAIRE D'UNE localité du sud de la Colombie a été assassiné par la guérilla des Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC, marxistes) et 20 civils ont été tués au cours des cinq derniers jours dans des actions attribuées aux paramilitaires d'extrême droite. Selon des sources militaires et policières, le maire de Solita, Luis Carlos Caro, est devenu le huitième maire colombien assassiné depuis le début de l'année. La Fédération des municipalités a dénoncé cette campagne d'intimidation des FARC à la suite de l'élection, lors de la présidentielle du 26 mai dernier, d'Alvaro Uribe (droite), qui a promis d'être sans pitié avec les mouvements de guérilla.— d'après AFP.



Le directeur du FBI, Robert Mueller, affichant une mine penaude, a appelé hier à une réorganisation « urgente » de l'agence, de façon à améliorer sa capacité à prévenir d'éventuelles attaques terroristes.

IRLANDE Ministres reconduits

LE PREMIER ministre irlandais Bertie Ahern, reconduit hier dans ses fonctions par le Parlement après sa victoire électorale le mois dernier, a aussitôt reconduit ses principaux ministres sortants. Bertie Ahern, 50 ans, est devenu le premier chef de gouvernement irlandais à obtenir un deuxième mandat consécutif depuis 1969. Le Dail, chambre basse du Parlement issue des élections du 17 mai, a voté la confiance à M. Ahern par 93 voix contre 68 lors de sa session inaugurale.— d'après AFP.

BRÉSIL Violence politique

LA POLICE de São Paulo a arrêté hier le prétendu chef de la bande accusée d'avoir enlevé et assassiné, en janvier dernier, Celso Daniel, maire de Santo André (banlieue de São Paulo), membre du Parti des travailleurs (PT, gauche). Au moment de son arrestation, mercredi soir, Ivan Rodrigues da Silva, 28 ans, alias *Monstro* (Monstre), s'est dit « innocent ». — d'après AFP.

Agence France-Presse

WASHINGTON — Le directeur de la Sûreté fédérale (FBI), Robert Mueller, a plaidé hier, lors d'une audition au Sénat, pour une refonte complète de la mentalité et des méthodes de l'agence qui « doit faire mieux » afin de prévenir de futures attaques terroristes.

« Un examen honnête et complet du FBI avant le 11 septembre reflète une agence qui doit évoluer et qui doit changer si notre mission, nos priorités, nos structures, nos technologies et notre personnel doivent évoluer vers la prévention de la prochaine attaque terroriste », a-t-il déclaré devant la Commission judiciaire du Sénat.

Tant le FBI que la CIA sont actuellement sur la sellette, en raison d'une série de négligences commises avant les attentats du 11 septembre qui ont fait 3056 morts.

Le FBI a été le plus sévèrement critiqué pour avoir ignoré ou entravé l'enquête sur de prétendus terroristes qui suivaient des cours de pilotage aux États-Unis, parmi lesquels le Français Zacarias Mousaoui, soupçonné d'être le 20^e pirate de l'air des attentats du 11 septembre.

M. Mueller, entré en fonctions une semaine avant les attentats, s'est attaché à défendre la réorganisation en cours au sein du FBI et a reconnu que son personnel « aurait dû faire mieux et différemment ».

Mais il a également insisté sur les succès connus dans « l'enquête massive » qui a été lancée à la suite des attentats et qui a permis d'identifier les auteurs des attaques et l'implication du réseau Al-Qaeda d'Oussama ben Laden.

Il a également assuré que les nouvelles directives régissant le FBI respectaient les libertés publiques et n'étaient pas discriminatoires, notamment à l'égard de la communauté arabo-musulmane, après que plusieurs sénateurs dont Edward Kennedy eurent exprimé des inquiétudes à ce sujet.

Parmi les principaux volets de cette réforme figurent une plus grande latitude conférée aux agents fédéraux pour surveiller des Américains et des résidents étrangers, ainsi qu'une modernisation des équipements informatiques.

Cette réorganisation revêt un caractère d'autant plus urgent, selon M. Mueller, que la menace terroriste existe toujours.

Les défaillances du FBI ont été « symbolisées », a-t-il encore reconnu, par le « mémo de Phoenix », ainsi que par une lettre d'un autre agent à Minneapolis, Coleen Rowley, dans laquelle elle accuse sa hiérarchie d'avoir entravé l'enquête autour de Zacarias Mousaoui.

Cette agent, transformée en quasi-héroïne au Congrès, devait également être entendue plus tard devant cette même commission.

Le mémo de Phoenix, ignoré par les autorités, avait été rédigé par un agent fédéral à Phoenix, en Arizona, et établissait un lien entre des élèves d'une école de pilotage aux États-Unis et un groupuscule islamiste proche d'Al-Qaeda.

« Ce que nous entreprenons répond à ces problèmes », a assuré le chef du FBI, devant des parlementaires prompts à saluer sa « candeur » mais qui se retenaient visiblement.

L'OTAN aussi doit être réformée

Agence France-Presse

BRUXELLES — Les ministres de la Défense de l'OTAN ont lancé hier à Bruxelles le chantier de la transformation de l'OTAN pour l'adapter aux menaces terroristes, à la lumière des attentats du 11 septembre aux États-Unis.

Dans une déclaration commune à l'issue de la première journée de leur réunion, ils se sont dits « déterminés » à fournir à l'OTAN les moyens nécessaires à sa transformation en une

organisation capable de répondre efficacement aux menaces terroristes.

Selon des diplomates, les Alliés veulent éviter qu'à l'avenir l'OTAN ne se trouve à nouveau mise à l'écart, comme elle l'avait été par les États-Unis lors de la campagne en Afghanistan l'automne dernier.

« Il faut que les gens comprennent que les attaques contre l'OTAN, ou contre ses intérêts, d'où qu'elles viennent, entraîneront une réponse, et que nous avons besoin des moyens pour le faire », a affirmé à la presse le secrétaire

général de l'Alliance, George Robertson.

Le secrétaire américain à la défense Donald Rumsfeld a déclaré que les États-Unis et leurs alliés devaient poursuivre l'offensive contre les États et les organisations terroristes. Il a assuré que la menace des armes de destruction massive était pire que ce qu'on imaginait.

« Il y a un consensus sur la nécessité de développer des capacités spéciales » pour se protéger contre ces menaces, a-t-il dit, ajoutant qu'il y avait « un sentiment d'urgence sur la question des armes de destruction massive ».

loto-québec Résultats
TVA, le réseau des tirages

loto	Tirage du	6/6	5/6+	5/6	4/6	3/6	GAGNANTS	LOTS	2 000 000,00 \$	1 011 952,30 \$	1 788,60 \$	61,90 \$	10,00 \$
649	2002-06-05	6/6	5/6+	5/6	4/6	3/6	1	12 651 333 \$	2 000 000,00 \$	101 952,30 \$	1 788,60 \$	61,90 \$	10,00 \$

Complémentaire: (13) Ventes totales: 12 651 333 \$
Prochain gros lot (appr.): 2 000 000 \$

Québec Résultats
Tirage du 2002-06-05

4/9	6/6	5/6+	5/6	4/6	3/6	GAGNANTS	LOTS	1 000 000,00 \$	50 000,00 \$	500,00 \$	50,00 \$	5,00 \$
49	6/6	5/6+	5/6	4/6	3/6	1	11	1 000 000,00 \$	50 000,00 \$	500,00 \$	50,00 \$	5,00 \$

Complémentaire: (11) Ventes totales: 552 295,50 \$

PANCO Résultats
Tirage du 2002-06-06

01	02	16	18	22	28	31	36	44	45
47	48	51	52	54	60	62	64	68	69

Québec Résultats
Tirage du 2002-06-06

Extra	Tirage du	3	4	NUMÉRO
Extra	2002-06-06	878	3599	225170
Extra	2002-06-05			298967

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de départ entre cette liste et la liste officielle de L-Q, cette dernière a priorité.

Si vous avez un problème de jeu... **MISE SUR TOI** 1 866 505-JEUX

Liquidation Spéciale

Tapis persans

EMBARGO COMMERCIAL IRAN — États-Unis

En raison de l'embargo commercial, une grosse cargaison de tapis destinée normalement aux collectionneurs de New York et Los Angeles a été confiée à Heriz Persian Rugs pour liquidation immédiate au public. Tous les genres (Qum soie, Tabriz, Nain, Kashan, tapis tribaux, etc.) et toutes les dimensions, de 2 pi x 3 pi à 12 pi x 16 pi et tapis de passage jusqu'à 22 pi de longueur.

Tous les tapis vont de 100 \$ à 1 800 \$

Tapis persans et orientaux

100 % tissés à la main

Premiers arrivés, premiers servis

Samedi 8 juin - 13 h à 19 h
Dimanche 9 juin - 11 h à 18 h

Hôtel Ruby Foo's

7655, boul. Décarie
Montréal QC (514) 731-7701



Photo AFP

Désolation à Ramallah

Des curieux se sont rassemblés autour du quartier général de Yasser Arafat, à Ramallah, pour constater l'ampleur des dégâts causés par une opération éclair de l'armée israélienne survenue dans la nuit de mercredi à hier. Par cette occupation d'une durée de six heures au cours de laquelle un garde d'Arafat a perdu la vie, Israël entendait riposter à un attentat perpétré contre un autobus qui a fait 17 morts mercredi dernier, à Meddigo, dans le nord d'Israël.

SIGMA

Voyez le Grand Prix de Montréal à travers une lentille Sigma

70-210mm F4-5.6 UC-II \$189.99

70-300mm F4-5.6 DL Macro Super \$299.99

APO 170-500mm F5-6.3 Aspherical RF \$1049.99

GRATUIT! Monopied Sigma À l'achat de l'un de ces objectifs Sur présentation de cette annonce

CAMERAS SIMON INC.

Vendant la photographie depuis 71 ans
11, rue St-Antoine Ouest 861-5401
1 800 3-SIMONS

Réparation • Location
Lun. au ven. de 9 h à 18 h • sam. de 9 h à 17 h
Achat • Vente • Échange/Photo • Vidéo • Numérique

Chèques acceptés

PLACE D'ARMES

Antiquités Bonaventure

28^{ème} Anniversaire

7-9 juin, 2002

PLACE BONAVENTURE, MONTRÉAL

Vendredi 7 juin 11 h - 21 h
Samedi 8 juin 11 h - 18 h
Dimanche 9 juin 11 h - 18 h

Adultes 8,00 \$ • Âge d'or 6,00 \$ • Enfants 1,00 \$

Une réalisation Obsession Antiques Ltée
(514) 933-6375

AVIS NOUVELLE AUTORISATION

En vertu de l'article 64 de la Loi électorale, le Directeur général des élections donne avis qu'il a autorisé en date du 15 mai 2002, le Parti démocratie chrétienne du Québec. Madame Lisette Gauthier-Gélineau agit comme représentante officielle de ce parti.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS DU QUÉBEC

Pour plus de renseignements, composez sans frais 1 888 ÉLECTION (1 888 353-2846)

CONSULTATION GÉNÉRALE

ASSEMBLÉE NATIONALE QUÉBEC

PROJET DE LOI N° 109, LOI SUR L'OBSERVATOIRE QUÉBÉCOIS DE LA MONDIALISATION

La Commission des institutions est chargée de tenir des auditions publiques à compter du 20 août 2002 dans le cadre de la consultation générale sur le projet de loi n° 109. *Loi sur l'Observatoire québécois de la mondialisation*. Toute personne ou organisme qui désire exprimer son opinion sur ce sujet doit soumettre un mémoire au Secrétariat des commissions au plus tard le 8 août 2002.

La Commission choisira, parmi les personnes et les organismes qui auront fait parvenir un mémoire, ceux qu'elle entendra. Les mémoires doivent être transmis en 25 exemplaires de format lettre. Ils doivent être accompagnés d'autant d'exemplaires d'un résumé de leur contenu. Les personnes ou les organismes qui désirent que leur mémoire soit transmis à la Tribune de la presse doivent en faire parvenir 25 exemplaires supplémentaires.

Les mémoires, la correspondance et les demandes de renseignements doivent être adressés à : M^e Louis Breault, secrétaire de la Commission des institutions, Édifice Pamphile-Le May, 1035, rue des Parlementaires, 3^e étage, Québec (Québec), G1A 1A3.

Téléphone : (418) 643-2722 Télécopieur : (418) 643-0248
Courriel : lbreault@assnat.qc.ca

EXPRESS INTERNATIONAL

ESPAGNE
Langue obligatoire

LES IMMIGRÉS qui voudront vivre et travailler en Espagne auront l'obligation de parler l'espagnol, a affirmé hier le ministre de l'Intérieur Mariano Rajoy, qui a annoncé cette semaine un durcissement de la loi sur l'immigration. Selon lui, la langue est un « sujet capital » et les pays de l'Union européenne, dont la présidence tournante est assurée par l'Espagne, « doivent aspirer » à ce que les immigrants « s'y intègrent ». « S'ils veulent vivre ici, travailler ici et revendiquer des droits, ils auront des obligations, et la première sera de parler la langue », a-t-il ajouté. — d'après AFP.

INDONÉSIE Attentat sanglant

UNE BOMBE a explosé hier dans un bus au centre de l'Indonésie, tuant quatre passagers et en blessant 17 autres. Selon les autorités indonésiennes, 25 personnes se trouvaient à bord du bus qui se rendait à Poso, capitale de la province de Célèbes centrales, où se sont affrontées par le passé les communautés musulmane et chrétienne. Cette action remet en question les affirmations des chefs militaires assurant que la paix était en train de s'installer en Célèbes centrales. — d'après AP.

Guerre de patrouilles entre l'Inde et le Pakistan

JOONEED KHAN

LE DÉSACCORD entre l'Inde et le Pakistan s'est compliqué hier sur la question de patrouilles le long de la ligne de démarcation au Cachemire, tandis qu'Islamabad rejetait les conditions indiennes d'une désescalade et que Delhi lançait un nouvel avion de combat.

Le diplomate américain Richard Armitage est attendu aujourd'hui dans la région « pour faire tomber la température », et il sera suivi du chef du Pentagone Donald Rumsfeld. Mais la température monte, et le Portugal conseillait à ses ressortissants de partir ; Air France annulait hier son vol hebdomadaire vers Delhi après les conseils de prudence du quai d'Orsay.

En quittant le sommet d'Almaty, au Kazakhstan, mercredi, le chef du gouvernement indien Atal Bihari Vajpayee avait proposé au chef de l'État pakistanais, par le biais des médias, des patrouilles mixtes le long de leur frontière commune au Cachemire « pour voir à ce que cessent les infiltrations de militants cachemiris vers le Cachemire indien ».

Le Pakistan a d'abord semblé décliner l'offre avant de la trouver « intéressante » et de demander qu'elle soit soumise formellement afin d'être discutée autour d'une table de négociations. L'Inde a aussitôt affirmé que ce refus « prouvait que les infiltrations se poursuivent ».

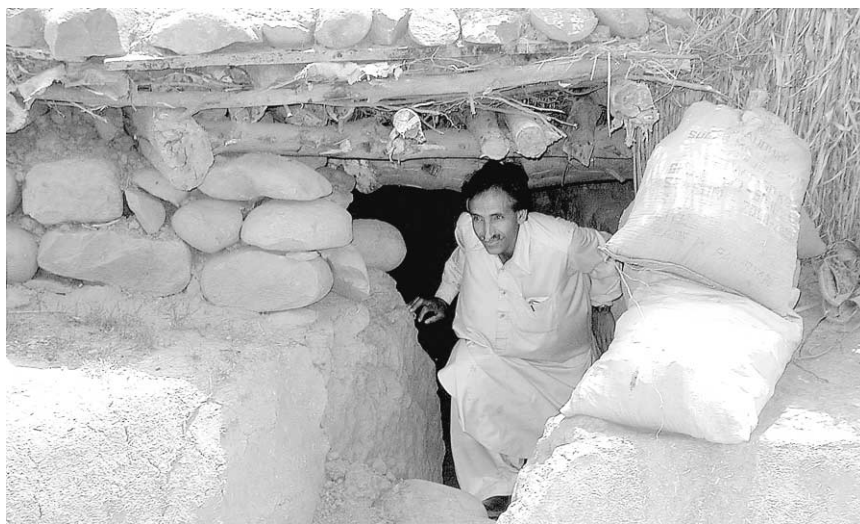


Photo AFP

Un Cachemiri émerge d'une tranchée du côté pakistanais de la Ligne de contrôle qui divise le Cachemire depuis 55 ans.

Un dirigeant cachemiri, Abbas Ansari, de l'Alliance Hurriyet, a qualifié hier l'offre indienne de « piège » visant à « transformer la ligne de démarcation au Cachemire en frontière permanente ».

Hier le Pakistan proposait plutôt le déploiement d'observateurs internationaux, ou l'augmentation de la présence de l'ONU, le long de la « Ligne de contrôle » (LdC) qui divise le Cachemire depuis 1947 et qui sert depuis de frontière de facto avec l'Inde.

C'était au tour de l'Inde de rejeter l'offre pakistanaise. « Le terrain est très difficile, seuls l'Inde et le Pakistan le connaissent bien, et il y

a eu nombre d'erreurs en Afghanistan malgré toutes les technologies occidentales », a déclaré Brajesh Mishra, conseiller indien pour la sécurité, en visite à Moscou.

Du même coup, Mishra a refusé toute participation de Cachemiris à des négociations entre l'Inde et le Pakistan. Il a aussi rejeté l'implication de médiateurs extérieurs dans le dossier qui, a-t-il dit, doit rester une affaire bilatérale.

Selon le quotidien *Indian Express*, citant le ministre pakistanais des Affaires étrangères Abdul Sattar, Islamabad « ne peut pas accepter les conditions indiennes d'une désescalade » : cesser tout soutien aux

« terroristes » cachemiris à la satisfaction de l'Inde, mettre fin aux infiltrations transfrontalières toujours à la satisfaction de Delhi, et remettre à l'Inde 20 « terroristes et criminels » pour y être jugés.

Sur ce dernier point toutefois, Sattar a estimé que l'Inde devait accepter de négocier avec le Pakistan pour établir une base juridique de leur éventuelle extradition.

L'Inde entre-temps procédait avec succès à un deuxième essai d'un avion de combat léger multi-rôles. Et elle annonçait l'interception au Gujarat d'une cargaison d'armes à bord d'un camion transportant du riz. Selon les autorités indiennes, il s'agit d'armes venues du Pakistan et destinées à Ahmedabad, métropole du Gujarat où des militants hindouistes ont massacré des musulmans récemment.

Pour la presse britannique, l'armée indienne pourrait passer à l'attaque d'ici deux semaines, avec des raids aériens suivis d'opérations au sol par des troupes hélicoptérées. À New Delhi, la porte-parole officielle de l'Inde a fustigé « l'hystérie inutile » de guerre alimentée par l'étranger.

Au Cachemire même enfin, tirs et bombardements continuaient à travers la frontière, le Pakistan faisant état hier de six morts, dont quatre enfants, dans l'Azad-Cachemire, et l'Inde signalant neuf tués au Jammu et Cachemire — cinq soldats, trois militants islamistes et un civil, la plupart tués dans des affrontements armés.

Fido voit gros.

1 000 minutes les soirs et week-ends

- > 150 minutes en semaine
- > Messagerie vocale Performance® avec Réponse éclair®
- > Rappel de minutes pour un meilleur contrôle de votre utilisation

30\$ par mois



Nokia 3390

0\$

Après crédit Fido® de 200\$

Aucun contrat



Abonnez-vous dès maintenant. Livraison gratuite. 1 888 482-FIDO (3436)

www.fido.ca

Offre valide jusqu'au 2 juillet 2002. Détails en magasin.

LES MAGASINS

- 1004, rue Sainte-Catherine Ouest
- Carrefour Angrignon
- Carrefour Laval
- Centre Rockland
- Place Versailles

- Place Rosemère
- Centre Fairview Pointe-Claire
- Carrefour du Nord, Saint-Jérôme
- Mail Champlain
- Les Promenades St-Bruno

Fido vous attend aussi dans les points de vente participants de la grande région de Montréal :



Forum

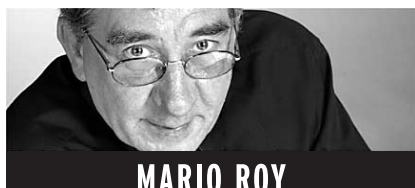
La Presse

ANDRÉ DESMARIS > Président du conseil d'administration
GUY CREVIER > Président et éditeur

MARCEL DESJARDINS > Vice-président et éditeur adjoint

PHILIPPE CANTIN > Directeur de l'information ANDRÉ PRATTE > Éditorialiste en chef

Les limbes néo-démocrates



MARIO ROY

mroy@lapresse.ca

Vivotant dans ces limbes qu'on trouve entre un passé qui n'existe plus et un avenir qui n'existe pas encore, le Nouveau parti démocratique devra saisir la chance qui lui est offerte de se redéfinir de A à Z. Le départ annoncé d'Alexa McDonough lui donnera l'occasion de se doter d'un nouveau chef. Mais, bien davantage encore, de se réinventer une plate-forme politique et de choisir de façon éclairée ses futurs alliés.

Squelettique au Québec, marginalisé dans l'ensemble du Canada (moins de 9 % des voix et seulement 13 députés élus à l'automne 2000), le parti se cherche, en effet, mais ne se trouve pas.

À sa décharge, c'est le sort souvent réservé, ces temps-ci, aux gauches de gouvernement. C'est-à-dire à celles qui participent à la lutte démocratique pour l'exercice du pouvoir. Par opposition aux gauches « papier peint » utiles à l'ornementation des livres et des médias, ou aux gauches d'« action directe », euphémisme servant à désigner la violence de rue. Il

existe en effet une telle chose qu'une impasse de la pensée progressiste. Cul-de-sac dans lequel les néo-démocrates se sont emprisonnés lors de la dernière élection, s'agrippant par exemple au statu quo en matière de santé, leur principal cheval de bataille, sans avoir de solutions nouvelles à proposer pour que le bon peuple soit, dans les faits, soigné...

Maintenant, il n'est écrit nulle part que cette réclusion doit durer éternellement. Hésitant aujourd'hui entre des voies différentes, le NPD peut s'affranchir, et redevenir une force qui compte, en choisissant la bonne.

De quoi celle-ci sera-t-elle faite ?

Il est certainement plus facile de dire de quoi elle ne sera pas. Ainsi, elle ne se trouvera pas du côté de la radicalisation vers l'anti-mondialisation carrée, l'anti-américanisme viscéral, le frein au développement — la tendance Sven Robinson, en somme, cet accident en attente de se produire. Ni du côté d'une symbiose plus grande avec les conglomérats syndicaux, qui ne sont plus porteurs de changement.

Bref, la mauvaise nouvelle pour le NPD, c'est qu'il n'a pas devant lui de route bien balisée. La bonne, c'est justement qu'il n'y en a pas. Qu'on trouve donc amplement de place, à gauche, pour l'audace et l'invention.

Ça roule...



MICHÈLE OUIMET

michele.ouimet@lapresse.ca

Le dossier était complètement bloqué. L'ex-ministre des Transports, Guy Chevette, avait réussi à se mettre tout le monde à dos en s'accrochant à son projet d'autoroute en tranchée pour moderniser la rue Notre-Dame, projet auquel à peu près plus personne ne croyait.

Guy Chevette s'entêtait, prêt à faire avaler de force sa sacro-sainte tranchée. Son arrogance frisait la hargne. Mais ses heures étaient comptées. À la faveur d'un remaniement ministériel, le premier ministre Bernard Landry lui a retiré les Transports. Ulcéré, blessé, Chevette a quitté la vie politique en claquant la porte.

Guy Chevette a été remplacé par Serge Ménard, un habile politicien qui s'est empressé de troquer le bulldozer de son prédécesseur contre l'arme, drôlement plus efficace, de la conciliation. Il s'est assis, a discuté et écouté. Et il a vite laissé tomber l'idée de la tranchée.

Chevette croyait dans son autoroute, Pierre Bourque, l'ex-maire de Montréal, aussi. Ensemble, ils voyaient déjà la profonde tranchée de 25 pieds courir le long de Notre-Dame. Mais Bourque a été battu et

son remplaçant, Gérald Tremblay, était horrifié à l'idée de creuser un tel dinosaure à deux pas du fleuve.

Après le départ de Chevette, le dossier aurait pu s'enliser pour les siècles à venir. Mais c'était mal connaître Ménard. Muni du rapport du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement qui a taillé en pièces la tranchée de Chevette, les fonctionnaires ont tout redessiné. Mercredi, un euphorique Serge Ménard a dévoilé les nouveaux plans.

Exit la tranchée, exit l'autoroute. Le gouvernement a opté pour un élégant boulevard à six voies qui se transforme en tunnel en quelques endroits afin de permettre l'aménagement de parcs avec vue sur le fleuve. De plus, des voies sont réservées pour les autobus et les cyclistes. Le concept est attrayant et audacieux.

Le gouvernement a même grugé un peu d'espace au Port de Montréal. Reste à convaincre le grand patron du Port, Dominic Taddeo, qui veille jalousement sur son royaume.

En quelques mois, le ministre Ménard a réussi deux choses : débloquent un projet qui semblait voué à l'échec et pousser suffisamment fort sur la machine pour qu'il se réalise rapidement et ne moisisse pas sur une tablette.

La morale de cette histoire ? La volonté et le courage politiques peuvent venir à bout de bien des problèmes. La morale de la morale ? La méthode bulldozer donne rarement des résultats.

... et ça opère!



KATIA GAGNON

kgagnon@lapresse.ca

Même constat du côté de chez François Legault. Depuis son arrivée au ministère de la Santé, on peut dire que ça opère. Dernière manifestation de l'efficacité du ministre : la signature avec la Fédération des médecins omnipraticiens d'une entente qui marque la véritable naissance des fameux groupes de médecine familiale. Enfin.

Comme Serge Ménard constitue aux Transports l'antithèse presque parfaite de Guy Chevette, François Legault, pour en arriver à vaincre les réticences de la puissante association de médecins, s'est totalement dissocié de la stratégie de son prédécesseur, Rémy Trudel. Ce dernier avait tenté de forcer le jeu en « créant » des GMF directement avec les médecins et en passant par-dessus la tête de leur syndicat.

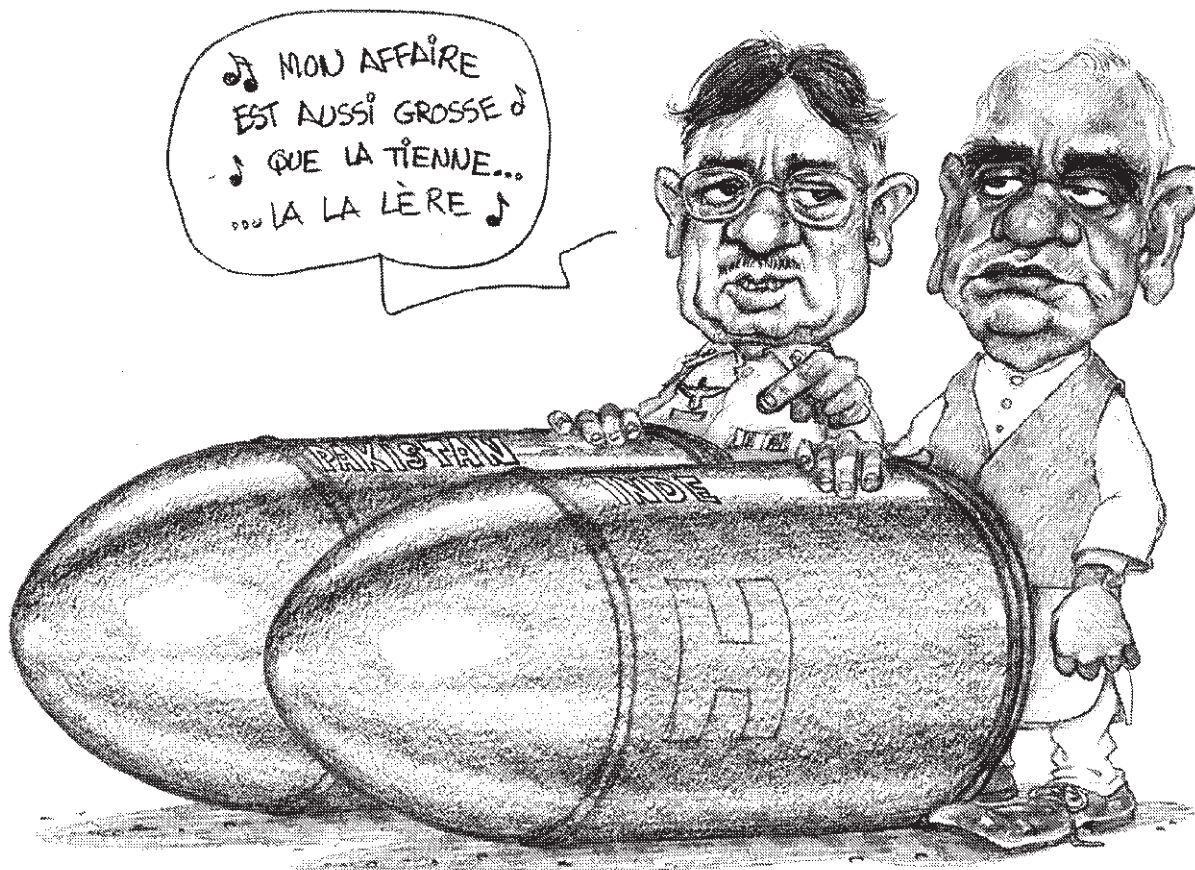
Mais dans les faits, les 20 GMF ainsi constitués n'étaient que des coquilles vides, puisque le fonctionnement de ces groupes de médecins ne changeait pas vraiment. Pas d'infirmières cliniciennes, pas

d'inscription des patients et surtout aucun changement du côté du paiement à l'acte des médecins, une forme de rémunération qui décourage la réelle prise en charge des patients. La partie de bras de fer de M. Trudel se soldait par un échec.

François Legault, lui, a cessé de claironner des ultimatums et de lancer à tort et à travers de nouveaux GMF. Il s'est plutôt attelé à la table de négociation. Dans l'ombre. Et il a réussi, dans un délai raisonnable et à un coût modéré, à conclure une entente sur l'enjeu central de la rémunération. Le noeud de l'entente : les médecins auront plus d'argent pour mieux s'occuper de leurs patients, qui, en contrepartie, n'auront plus le droit de « magasiner » des diagnostics.

Bien sûr, tout cela n'est qu'un début : les 20 GMF ne desserviront qu'une population de 400 000 personnes, sur les sept millions de Québécois. Un maigre 2 % de la population montréalaise aura accès au nouveau concept. Mais le signal est donné. Les médecins et la population vont enfin tenter cette expérience mise de l'avant dans le rapport Clair, qui, si elle est concluante, pourra être poursuivie à l'échelle du Québec. Le réseau de santé québécois fait enfin un premier pas vers une vraie réforme des soins de première ligne. En bonne partie grâce à la méthode Legault.

La crise Inde-Pakistan prend de l'ampleur



serge.chapleau@lapresse.ca

Droits réservés

LA BOÎTE AUX LETTRES

Un investissement de 50 millions \$!

M. Pratte,

DANS LA PRESSE d'hier, vous avez présenté un potentiel référendum comme une dépense. Je pense plutôt que les Québécois pourraient en faire un investissement avec un très fort retour sur l'investissement. Votre argumentaire éditorial se base sur le fait que tous les partis à l'Assemblée nationale sont unanimes et font consensus sur une proposition commune.

Tous savent, monsieur Pratte, que notre bon gouvernement à Ottawa va rejeter cette proposition du revers de la main comme si de rien n'était. Vous savez très bien que suite à une proposition unanime de l'Assemblée nationale contre le rapatriement unilatéral de la constitution, le gouvernement Trudeau l'a rejeté avec une arrogance princière.

La façon de sortir de ces dédales est que le peuple souverain se prononce fortement et force l'action avec l'appui de tous les partis au Québec car ce serait intenable pour les Stéphane Dion et cie d'affirmer que le peuple a tort. Pour arriver à cela, il faut que tous les partis au Québec fassent front commun sans partisanerie pour régler une fois pour toutes ce problème de rapatriement de points d'impôt. Tous les partis au Québec ont le même intérêt, car nécessairement un d'eux va élire une majorité de députés, aux prochaines élections, et se retrouver avec le même problème de sous-financement.

Soyez assuré que le camp du non va se retrouver avec beaucoup de fédéralistes qui n'ont aucun intérêt à affaiblir le pouvoir centralisateur et son pouvoir de dépenser. Les trois chefs de parti doivent se conduire comme des chefs d'État s'ils veulent aspirer au pouvoir un jour et le démontrer de cette façon.

NORMAND CARRIER

Une aubaine

M. Pratte,

JE DÉSIRES répondre à votre éditorial d'hier. Depuis quand le gouvernement fédéral se soucie-t-il d'un consensus des trois partis politiques à l'Assemblée nationale ? On en a déjà vu d'autres, n'est-ce pas. Le pari de Bernard Landry est évidemment de placer Ottawa dans une situation à devoir ignorer directement la population québécoise qui aurait appuyé un Oui dans une proportion écrasante. N'est-ce pas une façon intéressante de secouer l'apathie collective du peuple face à l'arrogance du gouvernement Chrétien.

Vous devriez savoir qu'un sondage n'a sûrement pas le même poids qu'un référendum. Un sondage n'implique qu'un millier de Québécois ; un

référendum bien planifié, ça pourrait aller chercher quatre à six millions de Québécois. Il faut bouger, monsieur Pratte. Le Québec est déjà affaibli. Depuis 1995, le Québec a perdu presque toutes ses plumes. Même avec un gouvernement Charest, le Québec continuerait à faire du surplace. Prétendre le contraire n'est que pure fabrication. Que vous ignoriez ce point de vue me dépasse ! Et puis, 50 millions, ça ne représente qu'une semaine de manque à gagner après tout. Une aubaine !...

CLAUDE DELADURANTAVE

Ottawa

Grand Prix, hockey et golf élitiste

JE ME permets, après avoir lu votre texte d'opinion paru hier sous le titre « Grand Prix élitiste », de vous faire part d'une expérience personnelle.

Comme tout golfeur passionné, jouer une partie de golf sur le parcours Le Maître, à Tremblant, est un rêve que plusieurs caressent. Je m'adresse donc au club de golf Le Maître pour réserver une heure de départ et voici ce que la représentante du club me répond : Le club de golf Le Maître n'est pas un club privé mais si vous n'êtes pas membre, ou faisant partie d'un tournoi de compagnie, il vous est impossible de jouer... À moins que vous acceptiez de vous payer une nuitée à l'hôtel de la région qui offre un forfait.

La nuitée à l'hôtel est donc un pré-requis indiscutable. C'est très clair, pas de dodo pas de golf. Comme plusieurs, j'ai abandonné le Centre Molson. Au Grand Prix, la tendance des dernières années réduit de plus en plus la portion du site disponible pour les moins fortunés... Le golf, c'est pareil : Le Maître faut oublier ça. À moins que...

ROBERT LAFRANCE

Laval

Vive l'Arizona!

L'AUTRE SOIR, j'ai croisé une camionnette qui avait deux particularités. La première, c'est que tout y était écrit en français, sauf la raison sociale américaine, « U-Haul ». Bravo ! La deuxième, c'est que sa plaque était de l'Arizona. J'ai communiqué avec la Sûreté du Québec et on me dit que c'est normal. Peut-on m'expliquer comment une entreprise faisant affaire au Québec peut se soustraire à notre système de taxation. Je crois que je vais aller immatriculer mon véhicule là où c'est moins cher !

GILLES CHAMPOUX

Chiens dangereux

« UN POLICIER a manqué à plusieurs règles en abattant un chien », titrait un article de la Presse Canadienne dans La Presse du 23 mai. Il semblerait, selon la déontologie policière, que le caporal Beaudoin, de la Sûreté du Québec, a « infligé des souffrances inutiles au chien » qui venait de mordre deux enfants dans la cour d'école.

Fin mars dernier, alors que je feuilletais tous les jours une copie du Miami Herald que l'on recevait gratuitement en République dominicaine, un incident beaucoup plus grave, parce que mortel, mais du même genre, était instruit devant un tribunal américain et douze jurys. Il s'agissait d'un couple qui possédait deux gentils toutous de quelque 80 livres, qui habitait le même condo qu'une célibataire d'une trentaine d'années qui aimait faire du jogging. Or, un beau matin, la dame qui revenait de son jogging, a eu le malheur de déranger le bonheur des deux



chiens qui sortaient faire leur promenade. Le policier qui est intervenu, si je me souviens bien, a abattu l'un des chiens sur le

champ, l'autre a été maîtrisé puis euthanasié plus tard.

Sont fous ces Américains. Au lieu d'envoyer le policier devant la déontologie, ils ont traduit les propriétaires des chiens devant les tribunaux. Si la mémoire m'est fidèle, l'un des propriétaires a été trouvé coupable d'homicide au 2^e degré et passible d'une peine d'emprisonnement minimum de 15 ans. L'autre, coupable à un moindre degré mais passible quand même d'un minimum de 5 ou 7 ans d'emprisonnement. Le juge doit rendre les sentences ce mois-ci. Comme nos tribunaux n'ont peut-être pas plus de 10 ans de retard sur nos voisins du Sud, il serait peut-être temps de se réveiller dès maintenant et de réaliser que certains de ces petits toutous chéris peuvent être des tueurs et que leurs propriétaires doivent en assumer l'entière responsabilité.

JACQUES FAILLE

Brossard

Forum

Les vaches sacrées

Dans le dossier des bons d'éducation, les jeunes péquistes s'enferment dans des dogmes

STÉPHANE LAFOREST

L'auteur est président de la Commission des jeunes de l'ADQ.



AVANT-HIER, *La Presse* publiait un texte de Pascal Bérubé, président de l'aile jeunesse du PQ. Imitant les têtes dirigeantes de son parti, l'auteur chargeait le programme de l'Action démocratique du Québec, participant ainsi à la campagne de peur et de salissage entreprise en réaction à la progression fulgurante de l'ADQ au détriment du Parti québécois. Je tiens immédiatement à préciser à quel point je trouve déplorable qu'un si jeune politicien opte pour une si vieille façon de faire de la politique. La jeunesse québécoise peut faire de la politique autrement qu'en récupérant la démagogie de ses prédécesseurs.

Le programme de l'ADQ propose d'instaurer un système de bons d'éducation en remplacement du système actuel, sous réserve, bien entendu, du respect de la Charte de la langue

française. Le système actuel élimine le choix des parents en attribuant le financement rattaché à chaque enfant directement à l'école. L'équipe adéquate propose de donner ce financement directement aux parents sous forme de bons.

Ce ne sera donc plus un fonctionnaire qui vous dira où faire instruire vos enfants. C'est VOUS qui choisirez. L'école de votre choix, qu'elle soit privée ou publique, échangera ces bons contre le financement public prévu pour l'instruction de vos enfants.

Pure démagogie

Pascal Bérubé accuse l'ADQ de vouloir instaurer un système d'éducation à deux vitesses. Pure démagogie ! C'est présentement que nous avons un système à deux vitesses ! Les gens plus fortunés peuvent faire le choix de payer l'école privée pour fournir à leurs enfants une éducation d'une qualité indéniablement meilleure que celle offerte par le réseau public. Les plus démunis n'ont pas ce choix... Ils n'ont que l'école du coin, si mauvaise puisse être l'éducation qui y est offerte. Elle est là, la véritable discrimination. C'est le gouvernement lui-même qui l'a créée.

Mettre les écoles en concurrence les unes contre les autres, qu'elles soient privées ou publiques ? Hérésie pour M. Bérubé. Mais en dehors des idéaux désuets des vieux partis et bien éloignés de la réalité concrète de la population, il reste que le système d'éducation que nous nous donnons collectivement existe d'abord et avant tout pour les enfants. Or, le fait d'accorder actuellement le monopole au système public crée une seule façon d'éduquer. Une façon qui n'encourage pas la performance. Tous doivent la subir ou payer le privé !

Mettre les écoles en compétition, privées ou publiques, c'est favoriser le financement de l'école performante, encourager l'école qui est déficiente à donner le coup de barre qui lui fera regagner la confiance des parents. L'ADQ propose aux Québécois d'innover, de remplacer le vieux système par un autre qui, sans engendrer plus de dépenses, incite véritablement l'école à offrir la meilleure qualité d'enseignement possible.

Se démarquer

Il faut voir plus loin. L'école voulant se démarquer des autres, qu'elle soit publique

ou privée, sera tentée d'offrir quelque chose de différent. Ce pourra être un programme axé plus particulièrement sur la langue française, l'activité physique, les arts, l'apprentissage d'une troisième langue... Au parent de choisir ! À l'amélioration générale de la qualité d'enseignement se joint donc la diversification des façons d'apprendre. Les grands gagnants sont bien entendu nos enfants. Fini, le système unique pour tous, qu'il convienne à votre enfant ou non. Ce n'est pas tout que de donner aux parents la possibilité de choisir, encore faut-il leur garantir un véritable choix ! Est-ce que les idéaux d'il y a trente ans permettent une telle revitalisation de notre enseignement primaire et secondaire ?

En s'enfermant dans des dogmes, en refusant ne serait-ce que d'envisager des solutions nouvelles aux problèmes actuels, en refusant même d'admettre l'existence des tares du système instauré jadis, les jeunes péquistes tombent dans le même piège que leurs aînés. Ils se créent des vaches sacrées. Intouchables, peu importe le besoin réel de la population. (...)

Martin bafoue les électeurs

PHILIPPE RIBOTY

M. Riboty est enseignant en psychologie et auteur de Jean Chrétien La recette du pouvoir.



LA RAISON d'être d'un parti politique consiste à se faire élire pour mettre en place son programme, et ses représentants sont choisis pour défendre et promouvoir les idées du parti à la Chambre des communes. Les membres se choisissent un chef qui saura mener ses troupes à la victoire. Déloger un chef qui a été élu premier ministre et qui rassemble plus de 45 % des intentions de vote va à l'encontre du principe démocratique sous lequel le député dissident a été élu.

Quel bénéfice le Parti libéral pourrait-il bien tirer du départ de Jean Chrétien ? Une seule raison pourrait le justifier : son incapacité de conserver le pouvoir. Or, ce n'est pas une, ni même deux, mais bien trois fois que Jean Chrétien a remporté les suffrages, et ce, avec une majorité accrue de députés aux dernières élections. De plus, depuis son accession au poste de premier ministre, en 1993, le Canada est devenu le pays le plus performant du G8 sur le plan économique. Un député qui veut supplanter son chef dans une telle ascension, le fait donc pour des motifs personnels. Son action s'apparente plus à un putsch qu'à l'expression d'une démocratie au service de la population.

En voulant évincer son chef, Paul Martin bafoue les électeurs qui, par vote démocratique, viennent à peine de confier à Jean Chrétien un nouveau mandat de cinq ans pour appliquer le programme du Parti libéral dont il se targue d'être membre et promoteur.

Son comportement des dernières années s'apparente plus à celui d'un dictateur obnubilé par le pouvoir, ainsi qu'à celui d'un multimillionnaire à l'abri du fisc, conscient des privilèges sociaux que son père lui a légué. Mais le plus grave, c'est que son attitude politique mine la légitimité du parti sous lequel il se fait élire député depuis plus de treize ans et l'amène à risquer d'éventuelles élections générales anticipées pour satisfaire son ego.

En respect du vote populaire, Jean Chrétien doit-il ou plutôt peut-il laisser Paul Martin continuer à agir de la sorte ?



Paul Martin

Écrivez-nous

La Presse reçoit avec plaisir le courrier de ses lecteurs. Compte tenu du grand nombre de lettres que nous recevons, il nous faut privilégier les textes courts (moins de 200 mots). De plus, nous nous réservons le droit d'élaguer tout texte que nous publions. Le courrier électronique est le moyen le plus simple de nous joindre : forum@lapresse.ca. On peut aussi utiliser la poste conventionnelle : Forum, La Presse, 7 rue St-Jacques, Montréal, Québec H2Y 1K9. Enfin, nos lecteurs peuvent consulter notre Boîte aux lettres interactive, à www.cyberpresse.ca/lettres.

Comment la productivité détruit la capacité de production

HENRY MINTZBERG

L'auteur est professeur titulaire de la chaire Cleghorn en études de gestion de l'Université McGill. La question de la création de valeur est développée dans *Beyond Selfishness* sur le site www.henrymintzberg.com.

SELON LES économistes, l'économie canadienne est en péril. La hausse constante du niveau de l'emploi n'est apparemment pas une bonne chose, surtout par rapport à celui des États-Unis qui est à la baisse. Et ça, c'est une bonne chose car on peut alors prononcer le mot magique, « productivité ». Les États-Unis sont productifs mais, selon certains rapports, le Canada et l'Europe ne le sont pas.

« Les économistes s'inquiètent du fait que les entreprises canadiennes embauchent présentement trop de travailleurs — et donc dépassent trop — sans pour autant augmenter la production », écrivait récemment un journaliste du *Globe and Mail*. Ce qui signifie, dans ses propres mots ou presque, que les stupides cadres canadiens courent dans tous les sens pour embaucher des travailleurs dont ils n'ont pas besoin. Les économistes savent de quoi ils parlent : il ont des statistiques.

Je ne suis pas un économiste et je suis du genre à me méfier des statistiques, mais comme je travaille dans l'univers des organisations et des cadres, je me permets d'avancer une autre hypothèse : la productivité est en train de détruire l'économie américaine.

La productivité ?

Qu'est-ce précisément que la productivité ? En fait, ce n'est rien de précis. Vous mesurez la production, le produit brut ou je ne sais quoi encore, et vous divisez le tout par le nombre d'heures déclarées de travail et d'autres choses de ce genre. Et je peux vous assurer que vous obtiendrez un résultat brut. Il représente ce qui peut être mesuré et ne tient aucun compte de toutes sortes de choses intéressantes mais impossibles à mesurer.

Les idées sont aussi une forme de production mais, comme elles ne peuvent être mesurées, on n'en tient pas compte, même lorsqu'elles apparaissent beaucoup plus tard sous forme de produits et de procédés améliorés. Donc, si une entreprise cesse de développer de nouveaux produits ou encore ferme son laboratoire de recherche — puis-je faire ici allusion à Nortel ? — cela fait très bon effet sur les économistes car les heures déclarées de travail diminuent tandis que la production mesurée demeure inchangée.

Les heures travaillées sont prises en compte si elles peuvent être calculées — par exemple, les 37,5 heures que passe un employé au travail et même ses 2,1 heures supplémentaires rémunérées. Et le chef de service mensualisé qui travaille maintenant 60 heures au lieu de 50 ? On n'en tient pas compte dans ces statistiques — s'épuiser à travailler ne compte pas. Et le travailleur qui rentre exténué à la maison parce qu'on s'attend à ce qu'il travaille beaucoup plus durant ces heures rémunérées — c'est aussi productif. On pouvait lire dans l'article du *Globe and Mail* que la productivité est « considérée comme étant la base d'un niveau de vie à la hausse ». Apparemment, les économistes le savaient déjà.

J'ai reçu dernièrement un courriel d'un collègue américain, le deuxième du genre en quelques jours. J'ai téléphoné à l'un de ses confrères de travail pour savoir ce qui était arrivé. Après quelques instants de silence, il m'a répondu : « Henry, tu ne croiras pas ce qui se passe ici. Ils l'ont licencié. Ils veulent encore réduire les dépenses. Ils sont en train de détruire l'organisation. Il ne reste presque plus personne pour en assurer l'exploitation. » Aujourd'hui, de nombreuses entreprises américaines pourrissent de l'intérieur alors qu'étonnamment, l'économie va de mieux en mieux. À bien y penser, il n'y a peut-être rien d'étonnant là-dedans.



« Aujourd'hui, de nombreuses entreprises américaines pourrissent de l'intérieur alors qu'étonnamment, l'économie va de mieux en mieux. » — Henry Mintzberg

Bombe à retardement

Grâce à la création de « valeur » — rien à voir avec les valeurs humaines, c'est l'obsession de la valeur des actions à court terme — on licencie régulièrement les travailleurs et les chefs de service pour réduire les effectifs et ceux qui restent doivent travailler encore plus. Et ils doivent souvent faire plus avec moins car leur employeur est davantage en position de force qu'auparavant. La productivité augmente tout comme le niveau de vie des détenteurs d'actions, du moins pendant quelque temps, aux dépens de ceux qui n'en détiennent aucune. Tout cela contribue à créer une bombe à retardement des plus productives dont le tic-tac commence à se faire entendre dans notre société.

Le départ des travailleurs et des chefs de service, c'est aussi la fin de l'engagement, du respect et du lien qui unit les gens dans une société saine. Même les données de l'entreprise disparaissent car les plus importantes sont dans la tête des chefs de service et non dans la mémoire des ordinateurs. C'est aussi

la fin de l'innovation car elle découle plus souvent des initiatives terre-à-terre des cadres intermédiaires que des « stratégies » éthérées des cadres supérieurs.

Bien sûr, l'entreprise peut poursuivre la production. Mais, souvent, elle continue tout simplement sur sa lancée. Cela peut sembler productif d'exploiter sa position actuelle mais il n'est pas nécessaire d'être un génie pour y arriver. Et il n'y a rien de génial non plus dans une société qui détruit son environnement au nom de la consommation, avec l'encouragement des économistes et de leurs mesures.

À défaut de revenir à la raison, les États-Unis ont encore un espoir. Ils doivent persuader leurs principaux partenaires commerciaux de les imiter dans leur comportement ridicule. Et ils ont déjà commencé à le faire. La création de valeur balaie actuellement le monde entier, malgré une certaine réticence de la part de l'Allemagne, des Japonais et d'autres pays comme, apparemment, le Canada. Mais les économistes canadiens sont en train de remédier à la situation.

Les PC IBM utilisent une version originale
de Microsoft® Windows®

www.microsoft.com/piracy/howtotell



Dans la Ville lumière, un verre d'eau pétillante à la main

Richard Girardot, *directeur général de Perrier Vittel France, Paris.*

ThinkPad ● Où naissent vos meilleures idées?

Une baie intégrée sur certains modèles pour échanger en toute simplicité des accessoires et périphériques en option – qu'il s'agisse de supports pour assistant numérique personnel, de piles de recharge ou de disques durs supplémentaires. **La flexibilité.** Ce n'est là qu'une des raisons pour lesquelles les gens au sommet de la réussite choisissent les blocs-notes ThinkPad^{MD}. Profitez de performances et d'une mobilité exceptionnelles avec l'un de nos modèles à processeur Intel^{MD} Pentium^{MD} 4-M pour PC portables. Composez le **1 877 thinkpad** ou rendez-vous à **ibm.ca/thinkpad/idees**

IBM^{MD}